



■ **Rony Brauman**
page II

■ **Mario Bettati**
page III

■ **Sylvie Brunel**
page III

■ **Robert Redeker**
page IV

■ **Jean Clair**
page IV

■ **Daniel Bensaïd et Willy Pelletier**
page V

■ **Edgar Morin**
pages VI et VII

■ **Noam Chomsky**
page VIII

GUERRE ÉCLAIR, DOUTE PERSISTANT

ET maintenant ? Et demain ? Le 11 septembre, il n'a pas fallu une heure à des terroristes résolus pour faire vaciller les Etats-Unis et une partie du monde. Passé le temps de la stupeur est venu celui de la guerre. Elle aura été beaucoup plus rapide, dans sa première phase tout au moins, qu'on ne l'avait d'abord supposé. Elle aura été sans surprise quant au choix du champ de bataille : l'Afghanistan, alors aux mains des talibans, pays-sanctuaire d'Oussama Ben Laden et de ses affidés. A l'aveuglante conviction des premiers jours – du jamais vu qui ne pourrait engendrer que remises en question radicales – succédait alors la lancinante répétition d'un genre de guerre déjà vu, frappant la population d'un pays meurtri, avec son lot trop classique de « dégâts collatéraux ». Ce sont ces bégalements de l'histoire du monde qu'analysent, interrogent ou dénoncent, plus ou moins radicalement, les intervenants de ce cahier spécial du Monde.

Au cœur de ces questions ou de ces accusations : les Etats-Unis, leur dialectique singulière de la force et du droit, leur morale à géométrie variable, leurs buts de guerre incertains ; leurs alliés aussi, du moment ou de toujours, et leur autonomie souvent toute relative aux côtés de l'impérieux « grand frère » nord-américain ; enfin les « soigneurs » d'un monde malmené, organisations humanitaires et ONG diverses, en particulier. Juristes, intellectuels, humanitaires, tous s'accorderaient volontiers sur la fin souhaitable de la pièce : sortir des meilleures conditions du désordre mondial. C'est bien le seul point de convergence. Le temps le plus long serait-il celui du doute, du malaise, de l'angoisse ?

Michel Kajman



Humanitaires, ONG : quand

Ils sont de plus en plus requis, suppliés, sommés de panser les plaies, de nourrir les affamés, de remédier au sort cruel qui frappe les populations les plus déshéritées, les plus malmenées, les plus déchirées. Mais jamais les humanitaires n'ont autant été regardés, soupçonnés, critiqués : trop engagés ? Pas assez ? Faussement neutres ? Cautions inconscientes ou cyniques du machiavélisme des puissants ? Dans la froidure afghane, l'ardent débat renaît



Des mots magiques aux cruelles désillusions

par Rony Brauman

Rony Brauman

Médecin, écrivain et cinéaste, Rony Brauman est âgé de cinquante et un ans. Ancien militant maoïste, il s'est engagé dans la médecine humanitaire et a été président de Médecins sans frontières (MSF) de 1982 à 1994.

re, ouvrir le feu sur des civils. Devant cet événement, le mouvement humanitaire se divisa, comme il s'était déjà divisé auparavant dans toutes les situations où se posait la question de son implication dans des actes de violence et plus généralement de sa subordination à la logique d'un quelconque pouvoir politique. Certains tenaient ces violences pour de malheureux accidents de parcours, non significatifs et au fond négligeables. D'autres (dont moi, on l'aura sans doute compris) refusaient de laisser l'humanitaire glisser vers une telle logique de « dommages collatéraux ». Bien que dans une configuration différente, la question s'est à nouveau posée lors de la « guerre humanitaire » du Kosovo et de l'intervention américaine en Afghanistan et cela en dehors de tout jugement a priori sur le bien-fondé de celles-ci.

L'enjeu est de taille, si l'on attache quelque importance à l'action humanitaire. Si l'on pense, en d'autres termes, que cette forme d'action peut être autre chose que l'habillage ou le supplément moral de la loi du plus fort et qu'elle ne se résume pas à quelques louables et fugitives distributions de biens et de services.

Lors de la guerre du Kosovo, la branche canadienne de CARE, une organisation humanitaire d'origine américaine, a signé avec son gouvernement un contrat aux termes duquel elle recrutait des « volontaires » chargés de collecter des renseignements sur le terrain, sous couvert d'action humanitaire. Il s'agissait, compétence oblige, d'anciens militaires devant remplir une mission qu'il faut bien appeler par son nom : espionnage.

Pour les responsables de CARE-Canada (organisation non gouvernementale) ? Je ne doute pas de leur sincérité - cette décision n'in-

tervenait pas en rupture de leurs principes, mais dans leur continuité. Elle ne relevait pas de l'abus de confiance mais de leur engagement au service des droits de l'homme, donc de la démocratie, que leur gouvernement défendait, justement, en Yougoslavie. Cette position ne manque pas de logique, dès lors que l'on approuve le principe du mélange entre politique et humanitaire. Si les humanitaires se considèrent comme des supplétifs des gouvernements, rien ne s'oppose à ce qu'ils en deviennent les agents d'exécution, quelle que soit la tâche qui leur est alors confiée. Il faudra qu'ils en assument, le cas échéant, les conséquences.

Lorsque, dans une démarche du même ordre, George W. Bush et Tony Blair appellent les ONG à former une « coalition militaire humanitaire » pour lutter contre le terrorisme au nom de la démocratie, ils sont à l'évidence dans leur rôle de chefs d'Etat en guerre. Le 26 octobre, Colin Powell soulignait l'importance de cette mobilisation lors d'une allocution destinée aux ONG : « J'ai clairement fait savoir à mon personnel [ici au département d'Etat] et à tous nos ambassadeurs dans le monde que nous devons avoir les meilleures relations avec les ONG, qui sont un tel multiplicateur de forces pour nous, une part tellement importante de notre équipe de combat. »

Aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne et en France, certains refusent cet enrôlement, d'autres en défendent le principe. A la fin du XIX^e siècle fut développée une « théorie des interventions d'humanité » pour justifier l'ingérence militaire des nations européennes dans les sociétés « barbares » situées au « bas de l'échelle des civilisations ». Si cette invocation renouvelée du « fardeau de l'homme blanc » inspire effectivement une partie du mouvement humanitaire contemporain, une autre partie revendique au contraire de s'en démarquer clairement.

« L'humanitaire n'a jamais été séparé de la politique » (Michael Barry dans *Libération* du 6 novembre), du simple fait qu'il a partie liée avec la violence collective. Conflits, exodes, famines, violen-

ces guerrières, violences sociales forment le cadre et la trame de son action. Rien ne saurait être plus politique. On peut d'ailleurs en dire autant du journalisme ou de la justice, qui sont tout autant inséparables du politique : en déduira-t-on qu'ils doivent se plier à sa logique ?

Ce constat ne ferme donc pas la question de savoir quel rapport l'humanitaire entretient avec les acteurs politiques. Au risque de lasser, je rappelle donc une évidence : l'impartialité, autrement dit le refus de choisir entre « bonnes » et « mauvaises » victimes est le fondement même de l'humanitaire moderne. L'humanitaire est impartial ou il n'est pas et c'est bien pour cela qu'il doit être indépendant de tout pouvoir politique.

L'impartialité, autrement dit le refus de choisir entre « bonnes » et « mauvaises » victimes, est le fondement même de l'humanitaire moderne

Il ne s'agit nullement d'opposer une quelconque « vertu » de l'humanitaire au cynisme de la politique, de situer l'un au sommet d'une échelle de valeurs pour mieux disqualifier l'autre. Cette posture avantageuse, toujours tentante lorsqu'on prétend parler au nom des victimes, doit être radicalement refusée sous peine de sombrer dans un néo-poujadisme moral indéfendable et stérile.

Ce qui est en jeu ici, et qui est plus exigeant, c'est de distinguer des registres d'action, des ordres de responsabilités différents. Ce qui fait la force de l'humanitaire est aussi ce qui en fixe la limite : le refus du sacrifice. La préservation de la vie humaine est son unique horizon, sa seule légitimité. Cela

implique parfois d'entrer en tension, voire en conflit, avec le pouvoir politique, comme cela a été le cas avec les moudjahidins, pour ne parler que de l'Afghanistan.

Comment comprendre pourquoi les démocraties occidentales s'accrochent à la violence terrifiante exercée contre les Tchétchènes par l'armée russe, quand, au même moment, on se scandalisait de celles que les troupes de Milosevic infligeaient aux Kosovars ? Comment comprendre l'intérêt soudain pour le sort des femmes en Afghanistan alors que ceux qui s'en offusquent aujourd'hui soutenaient le régime taliban il y a encore quelques semaines ? Comment comprendre pourquoi la « situation humanitaire » dans ce pays préoccupe tant ceux qui, pendant la guerre soviétique (un million de morts, cinq millions de réfugiés et autant de personnes déplacées), semblaient ignorer les atrocités qui y étaient perpétrées ?

L'heure est à nouveau au déploiement de forces armées à vocation humanitaire en Afghanistan. Puisqu'on ne sait trop bien quelle mission précise leur confier et puisque, apparemment, les alliés des Etats-Unis doivent démontrer leur engagement, ils vont « sécuriser » l'aide humanitaire. Mais les mots magiques, les concepts enchantés ne viendront pas à bout de la réalité complexe de ce pays saccagé physiquement et moralement par plus de vingt ans de guerre. Ils n'exposent qu'à de cruelles désillusions.

La guerre que mènent les Américains vise à interdire toute sanctuarisation de réseau terroriste en Afghanistan, en détruisant le régime taliban et il est hautement probable qu'ils y parviendront à court terme.

Ensuite, vraisemblablement, viendra le problème de la crise qui se développe au Pakistan, attisée et amplifiée par la présence de combattants islamistes vaticans dont une partie voudra sans doute se reconstruire dans d'autres djihad. Les priorités politiques évolueront avec la situation. Quel nouveau maître politique, quelle nouvelle victoire démocratique les éventuels humanitaires coalisés chercheront-ils alors ?

Les buts de paix vacillent

Une occasion manquée par Mario Bettati

RENVERSER un gouvernement qui viole massivement les droits de l'homme, c'est la finalité démocratique du droit d'ingérence. L'Organisation des Nations unies a consacré ce droit, en 1994, en Haïti. Elle a autorisé l'intervention des États-Unis en vue de remettre au pouvoir le Père Aristide, président légalement élu de ce pays. Il en avait été écarté par une junte militaire.

Nous avons, à l'époque, milité en faveur de ce nouveau droit, progressivement salué chez les dictateurs.

Les talibans ont violé massivement les droits de l'homme. Le renversement de leur gouvernement, à la suite d'une intervention armée déclenchée sans le concours de l'ONU, ne visait pas à rétablir un gouvernement démocratique. Il est le résultat occasionnel du déroulement des opérations justifiées par un ultimatum demeuré sans succès. Celles-ci visaient à contraindre les talibans à livrer Oussama Ben Laden et ses complices, et non à punir le gouvernement de Kaboul pour ses exactions commises contre les Afghans. C'est dommage.

Washington est donc crédité d'un résultat, mais privé d'un mérite. Comme si le départ des tyrans avait échappé à ses calculs et s'il avait escompté sans succès la livraison des terroristes. Car soyons clairs : si le mollah Omar avait remis les commanditaires des attentats du 11 septembre, les frappes auraient cessé et les oppresseurs de Kaboul seraient encore en place.

A plusieurs reprises et notamment le 21 septembre, George W. Bush a affirmé : « Les talibans doivent agir et agir immédiatement. Ils livreront les terroristes ou ils partageront leur sort ». Rien qui concerne là une quelconque exigence en matière de droits de l'homme, de tolérance ou de pluralisme politique. On aurait pu faire coup double. Y a-t-on même pensé ?

Même si on arrête demain les coupables, on aura raté le mobile de l'intervention. Car les justifications d'une ingérence en faveur de

Mario Bettati

Professeur de droit à l'Université Paris-II, Mario Bettati est âgé de soixante-quatre ans. Engagé dans la défense des droits de l'homme, figure emblématique du droit d'ingérence, il est spécialiste du droit international et du droit des organisations non gouvernementales (ONG).

la démocratie ne manquaient pas. Faute de les avoir invoqués à temps, on doit aujourd'hui improviser à la hâte, et pas dans les meilleures conditions, le scénario du rétablissement de l'administration et du gouvernement. Un des camps, assuré de la victoire qu'on lui aura offerte, ne sera-t-il pas enclin à poser ses conditions ? Celles-ci exprimeront-elles le souci du droit ?

En 1994, après trois ans de confiscation du pouvoir en Haïti, au cours desquels les droits de l'homme ont été amplement bafoués, l'ONU a décidé d'autoriser des États membres à constituer une force multinationale pour mener une opération militaire prophylactique. Comme l'avait souligné le représentant du Pakistan, la résolution 940 constituait « un avertissement lancé à d'autres États qui utilisent leur appareil d'Etat pour mener à bien des campagnes systématiques de violations flagrantes de libertés civiles et de droits de l'homme fondamentaux, notamment lorsque de telles violations donnent lieu à des tensions dans la région et menacent la paix et la sécurité régionales ». Sa formulation montre le chemin accompli dans ce domaine et fonde de regret qu'elle n'ait pas été reprise aujourd'hui.

Car, en 2001, le Conseil de sécurité n'a rien autorisé de la sorte. Il s'est contenté de rappeler vaguement dans le préambule de la résolution 1368 « le droit inhérent à la légitime défense individuelle ou collective conformément à la Charte ».

En revanche, l'intervention, orientée progressivement en faveur de l'Alliance du Nord, pose

la question de sa conformité à la résolution 1214 du même Conseil. Il y renouvellait, le 8 décembre 1998, « l'appel à tous les États pour qu'ils prennent des mesures résolues en vue d'interdire à leur personnel militaire de préparer ou de conduire des opérations en Afghanistan, et mettent immédiatement un terme à l'approvisionnement en armes et en munitions de toutes les parties au conflit ». La prudente retenue de la France quant à sa participation aux opérations militaires était-elle justifiée par ces considérations ?

Certes, la volonté de capturer, juger et sanctionner des terroristes qui ont commandé des actes abominables et monstrueux porte à la tolérance quant aux moyens d'y parvenir. L'ONU légitimement *posteriori* - elle est déjà en train de le faire - les frappes américaines. Comme elle a validé celles du Kosovo.

Mon propos n'est pas d'en déplorer la conduite, mais bien d'en regretter la motivation univoque. Car elle laisse planer un doute sur la conception que le gouvernement américain et les autres membres de l'ONU se font de l'avenir du pays. De toute façon, la compé-

national pour l'ex-Yougoslavie par les Serbes eux-mêmes et que le droit d'ingérence judiciaire accomplirait si vite de tels progrès ?

Pour l'Afghanistan, le Conseil de sécurité aurait pu à la fois valider le choix de la force pour atteindre un tel but et fonder un droit d'ingérence démocratique sur les multiples constats que les Nations unies ont dressés depuis des années quant au sort que le régime de Kaboul a réservé aux femmes et aux filles. On sait qu'elles n'avaient droit ni à l'emploi, ni aux soins de santé, ni à l'éducation.

L'ONU aurait pu invoquer les massacres commis dans le nord du pays en 1997, la terreur exercée par les brigades de promotion de la vertu et d'élimination du vice ; le mariage forcé de très jeunes filles ; le harcèlement des groupes minoritaires ; la mine du pays et la nécessité d'assurer le respect du principe de libre accès aux victimes en faveur des organismes humanitaires.

Cette préoccupation émerge seulement aujourd'hui dans les travaux que les États entreprennent pour préparer le gouvernement de

Même si, en Afghanistan, on arrête demain les coupables, on aura raté le mobile de l'intervention. Car les justifications d'une ingérence en faveur de la démocratie ne manquaient pas

tence universelle, largement reconnue en faveur des juridictions nationales de ce pays, autoriseraient n'importe lequel d'entre eux, sur le territoire duquel les présumés coupables viendraient à se trouver, à les arrêter, les juger ou à les extraditer pour les crimes commis. Demain, un nouveau gouvernement afghan, respectueux des traités internationaux relatifs à la répression du terrorisme, pourrait le faire. Après tout, qui aurait dit qu'un jour Slobodan Milosevic serait remis au Tribunal pénal international ?

demain. Mais les documents officiels ne laissent pas d'inquiéter à cet égard. Pour deux raisons.

D'abord, on sait, les partenariats pressentis constituent un ensemble hétérogène en proie aux rivalités ethniques. Les textes de l'Organisation des Nations unies emploient d'ailleurs à leur égard une étrange expression, parlant de « convoquer d'urgence une réunion des divers processus afghans » (préambule de la résolution 1378 du 14 novembre). Il est vrai que le pays n'a pas connu, depuis des

décennies, de gouvernement réellement démocratique sur les restes duquel on pourrait reconstruire l'avenir.

L'Alliance du Nord pas davantage que les autres groupes qui se disputent le pouvoir ne semblent incliner à faire prévaloir le droit sur les préoccupations immédiates de conservation de l'autorité dans un système à structure féodale. Ensuite, la finalité de la diplomatie vise à établir une nouvelle administration et former un gouvernement qui devrait « avoir une large base, être multithnique, et pleinement représentatif du peuple afghan ». L'exercice sera malaisé dès lors que, précisément, la lutte pour le pouvoir y est permanente et que, même au sein de l'Alliance du Nord, les dissensions à l'intérieur du mouvement Jumbish composé principalement d'Ouzbeks, l'opposition absolue que les talibans, rendront la cohabitation nécessairement conflictuelle. Peut-on gouverner avec des nazis ?

Quant aux droits de l'homme, ils arrivent bien tard, dans cette résolution 1378 de la mi-novembre, comme base de la non-discrimination entre les sexes, les religions et les ethnies.

La poursuite des violences est largement prévisible. D'où la justification d'un déploiement de forces destiné à sécuriser les territoires soustraits aux talibans et, plus tard, l'ensemble du pays. Mais on ne saurait minorer les risques d'une telle entreprise.

Il expliquent les freins opposés par le gouvernement de George W. Bush à une chute trop rapide de Kaboul.

Le spectre d'un enlèvement militaire du type de celui dans lequel ont sombré les Soviétiques porte à plusieurs titres de précautions. D'abord, rien ne sera possible sans un véritable plan Marshall pour le redressement du pays.

L'aide humanitaire, si nécessaire soit-elle, sera difficile à distribuer, surtout avec l'hiver et la destruction des infrastructures de communication. Elle ne pourra en aucune façon suppléer les besoins fondamentaux de reconstruction d'un

pays ruiné par vingt ans de guerre. Le Congrès américain, si prompt à débloquent les crédits pour la poursuite des terroristes, sera-t-il aussi vélocé pour financer la réhabilitation ?

Ensuite, le processus en deux phases qui consiste à déployer successivement des forces sous commandement national, puis, dans un second temps, des casques bleus doit être aménagé avec la

La poursuite des violences est largement prévisible. D'où la justification d'un déploiement de forces destiné à sécuriser les territoires soustraits aux talibans et, plus tard, l'ensemble du pays

plus grande attention. La première de ces étapes devra durer longtemps. Elle sera douloureuse. On sait en effet que les casques bleus ne peuvent agir qu'avec l'accord de tous, qu'ils sont dépourvus d'équipements militaires suffisants et que leurs règles d'engagement ne leur permettent pas de riposter efficacement aux attaques dont ils sont l'objet.

La création, avec les Britanniques, les Canadiens et les Italiens, d'une force armée qui, sur le terrain, assurera la pacification de quelques grandes villes est amorcée. Que Dieu les aide !

Une fois plus, la circonspection de la France dans cet exercice a pu surprendre, voire irriter. Elle pourrait être le fruit d'un discernement dont on ne saurait récuser la pertinence.

Le temps du dévoiement par Sylvie Brunel

TREIZE novembre, réouverture de l'Afghanistan « libéré » à l'aide humanitaire. Le premier grand convoi d'aide humanitaire part d'Ouzbékistan à destination de Mazar-e Charif. Sans les ONG, auxquelles l'autorisation d'embarquer est refusée ; agences onusiennes et gouvernements ont décidé que seuls les grands médias visuels feraient le tour du monde, écartant humanitaires et journalistes de la presse écrite. Pourtant, toutes les évaluations menées dans cette région avant le 11 septembre indiquaient une vraie famine, que trois mois supplémentaires ont sans doute aggravée.

Ce choix de la propagande et de l'effet d'annonce sur l'aide réelle comme sur l'information de fond consacre la dérive de l'action humanitaire, de plus en plus dévoyée au service d'intérêts particuliers. Une vision mercantile et utilitariste du monde s'est imposée depuis du mur de l'effondrement du mur de Berlin qui a entraîné avec lui une aide publique au développement conçue après-guerre comme un outil au service de la guerre froide.

Désormais la focale « humanitaire » prime et la coopération internationale zappe de crise en crise (qualifiées bien sûr d'« humanitaires », ce qui ne veut rien dire), au gré des préoccupations géopolitiques du moment ; Kurdistan en 1991, Somalie en 1992, Bosnie en 1993 (mais pas en 1995, au moment des massacres planifiés de Srebrenica), Rwanda en 1994 (pour le génocide), Corée du Nord en 1996, ouragan Mitch en 1998, Kosovo en 1999, Éthiopie en 2000. Et pour 2001, l'Afghanistan... Le « bruit de fond » des désas-

Sylvie Brunel

Présidente d'Action contre la faim, Sylvie Brunel est âgée de quarante et un ans. Elle est agrégée de géographie, et enseignante à l'Institut d'études politiques de Paris. Elle a publié une vingtaine d'ouvrages consacrés au développement.

tres burundais, sierra-léonais, haïtiens, et plus globalement, la misère et le dénuement de millions d'êtres humains à travers le monde ne deviennent audibles que ponctuellement, lorsque l'une ou l'autre des grandes puissances se sent soudain concernée, parce que ses intérêts directs sont menacés.

Avant le 11 septembre, personne n'entendait les cris d'alarme des organisations humanitaires concernant l'Afghanistan, tout

L'action humanitaire est devenue aujourd'hui un paravent commode pour l'inaction politique. Elle s'est dévoyée au service d'intérêts géopolitiques et commerciaux de court terme, voire de purs arguments publicitaires

comme la situation dramatique actuelle de l'Amérique centrale et de l'Afrique de l'Est ne fait pas recette. Les États voyous d'hier, comme la Corée du Nord ou la Birmanie, peuvent continuer d'affaîmer leur peuple en toute tranquillité tant qu'ils ne menacent pas

directement la sécurité occidentale. Ils peuvent même, comme le Soudan, devenir des partenaires fréquentables s'ils détiennent ce nouveau nerf de la guerre qu'est devenu le pétrole et ont l'habileté de choisir le « bon camp ».

C'est à un véritable dévoiement d'une coopération et d'une solidarité dignes de ce nom actuel nous assistons. L'action humanitaire est devenue aujourd'hui un paravent commode pour l'inaction politique. Elle s'est dévoyée au service d'intérêts géopolitiques et commerciaux de court terme, voire de purs arguments publicitaires, certains États, entreprises et même agences d'aide servant leur propre promotion sur le dos de ceux qui souffrent, en choisissant leurs actions dans l'optique de la visibilité médiatique.

Les financements publics sont alloués aux pays utiles, ou dont il s'agit de contenir le danger potentiel. Les fonds privés, ceux des

moyen de trouver les financements nécessaires aux « victimes oubliées », qui, bien que n'apparaissant pas au journal de 20 heures, n'en meurent pas moins de faim.

Une vraie action humanitaire refuse pourtant de s'inscrire dans le sillage des militaires, des marchands, des missionnaires et des diplomates. Afin de ne pas laisser les victimes seules face à leurs bourreaux, elle choisit parfois de rester auprès de ceux qui subsistent la violence plutôt que de dénoncer haut et fort les oppresseurs. Quand la mission de secours est de toute façon impossible, elle préfère témoigner. Dans les deux cas, les humanitaires sont souvent accusés d'agir de façon « irresponsable » par ceux-là mêmes qui imitent leur action au service de motivations qui n'ont rien d'humanitaires.

Comment s'étonner, dès lors, que cette confusion des genres rende l'action humanitaire de plus en plus suspecte, que les problèmes de sécurité se multiplient, que les rancœurs et les soupçons abouissent à des revendications agressives, voire à des actions violentes à l'encontre de ceux qui sont perçus comme l'émanation de cet Occident riche et persuadé de détenir la vérité ?

Pourtant, l'efficacité des actions humanitaires menées en situation de crise ne peut pas être contestée. A condition cependant qu'elles soient ciblées sur ceux qui ont besoin d'être secourus parce que c'est pour eux une question de survie. Sur eux seuls, appropriées à leurs besoins réels et inscrites dans une évaluation des besoins sans cesse réexaminée à la leur des résultats obtenus.

Je parle bien sûr d'actions indé-

pendantes, impartiales, neutres. Toutes les ONG sérieuses et dignes de ce nom mènent leurs programmes dans le respect de ces principes. C'est pourquoi elles ont horreur autant des parachutistes aveugles à haute altitude que des opérations improvisées, ou de bons samaritains pleins de bonne volonté, achèvement n'importe quoi à n'importe qui, n'importe où, engendrant gaspillages, ren-

Dans la guerre sans limites, la proportion entre les fins et les moyens n'a plus de sens. Au nom de la pureté des fins (la « guerre éthique » chère à Tony Blair !), tous les moyens sont bons

forcement des rapports de force locaux - qui sont précisément à l'origine du désastre - et, en définitive, humiliation profonde des prétendus « bénéficiaires » d'une charité pleine d'auto-satisfaction.

Comment aboutir durablement à plus de justice et d'équité afin de tuer dans l'œuf trop de conflits destinés à s'approprier une richesse et un pouvoir aujourd'hui si mal distribués que la violence est inévitable ? Même bien conçus,

les actions des ONG ne peuvent tout résoudre. Elles doivent être le coup de main ponctuel qui s'inscrit dans un projet politique de long terme, celui d'une coopération repensée avec le Sud, visant à transformer les pays pauvres en véritables partenaires d'un échange équitable.

Seuls des programmes de longue haleine dans les secteurs clés pour le développement que sont la santé pour tous et l'éducation primaire, la défense de la petite agriculture familiale paysanne, fondement de la constitution d'un marché intérieur, la mise en place de véritables partenariats fondés sur une vision moins égoïste et à court terme des intérêts des pays riches, permettront de régler le problème de fond du sous-développement et des inégalités croissantes dans l'humanité.

La vraie solidarité, la vraie justice, ne peuvent s'épuiser dans la seule satisfaction des besoins matériels procurée par une assistance technique importée de l'extérieur, si bien conçue soit-elle. Les ambiguïtés des réponses humanitaires à l'inexistence actuelle d'un Etat afghan, conséquence de vingt ans d'ingérences successives (soviétique, saoudienne, pakistanaise, américaine...) nous renvoient une fois de plus à cette question de fond.

Au moment où les regards du monde convergent vers l'Afghanistan, où de multiples plans de reconstruction sont échafaudés à grands coups de milliards, nous nous surprenons déjà à redouter le jour où, comme en Somalie, les affrontements et l'après des seigneurs de la guerre face au butin de l'aide humanitaire pousseront les « sauveurs » du pays à se chercher de « meilleures » victimes.

Intellectuels français :

Ni mutisme ni prises de parole assourdissantes depuis la déstabilisation du 11 septembre et ses premières suites. Indifférence ? Triomphe du consensus ? Non. On s'en convaincra à la lecture de controverses toujours nourries par leurs divers enrancements dans des affrontements passés

Le discours de la cécité volontaire

par Robert Redeker

QUE penser de la « pétition des 113 » intellectuels (devenus 500) en faveur de la paix (*Le Monde* daté 21-22 octobre) ? Voilà une action qui est traversée par la nostalgie d'un combat commun avec le monde militant et avec le monde opprimé. Retrouver une posture que les dernières décennies du XX^e siècle avaient effacée ; gommer le déchetement, survenu au moment de la critique du totalitarisme, entre l'intellectuel et le militant : voilà la tâche de cette nostalgie.

Écrire, publier, pétitionner, militer sous le souffle grisant du vent de l'histoire : voilà l'âme de cette nostalgie. Ce pacifisme est habité par le désir de reconstruire une intime articulation entre « les intellectuels » et « le prolétariat », comme elle a pu exister jadis, à ceci près que le prolétariat a déclaré forfait, s'éclipçant de l'histoire.

Perdu le prolétariat ? Qu'à Cléo ne plaise ! Un remplaçant lui a été trouvé : l'opprimé du tiers-monde, de préférence musulman. Dans leur précipitation, les pétitionnaires, nostalgiques d'une fusion holiste entre les intellectuels et les opprimés, ont soigneusement évité de sonder la nature de l'idéologie (l'islam) véhiculée par le substitut de feu le prolétariat.

Quant à dire, à l'instar de certains d'entre eux, que c'est l'Occident qui a provoqué l'islamisme et le terrorisme, autrement dit que la victime est le coupable, c'est faire preuve d'un déterminisme historique strictement mécaniste qui témoigne d'une constante méconnaissance de la logique propre de l'islam. C'est confondre l'histoire avec la physique classique : un histoire pourtant, n'exécute pas seulement des déterminismes mécanistes,

Robert Redeker

Enseignant la philosophie dans un lycée, près de Toulouse. Robert Redeker est membre du comité de rédaction de la revue *Les Temps modernes*. Son dernier livre : *Le Dëshumain* (éditions itinéraires) porte sur les mutations anthropologiques induites par Internet.

mais aussi des logiques propres aux cultures.

Une dépression séculaire hante les intellectuels, dont Paul Klee livra la formule : « *Le peuple manque* ». Le prolétariat a fait illusion un temps, en tant qu'objet du désir. Le vide laissé par l'évaporation de la classe ouvrière, accentué par la nostalgie des temps heureux où intellectuels et prolétariat s'articulaient en une unité propre à rêver ensemble au même but, est comblé par les masses musulmanes, dont on s'acharne obstinément à ignorer le projet.

De même que longtemps les intellectuels demeurèrent dans la cécité volontaire devant l'épouvante que transportait la forme prise dans l'histoire par l'idéal communiste, sous prétexte que cet idéal concentrait l'espoir des malheureux, de même cette posture de cécité volontaire trouve sa reprise depuis les attentats de New York, mais par rapport à l'islam. Sous le même prétexte : l'islam est aujourd'hui la foi des opprimés comme le communisme l'était hier, ce qui justifie l'islamophilie contemporaine par la même tournure d'esprit que se justifiait la soviétophilie d'hier.

La « pétition des 113 » rejoue un scénario monté dans les années 1950, ces années en noir et blanc où, contrastant avec le dévelop-

pement des libertés et de la prospérité dans les sociétés occidentales, une étape de plomb totalitaire pesait sur l'intelligence. Les rôles demeurent, leurs acteurs changent. Les Palestiniens et les masses musulmanes contemporaines remplacent dans l'imaginaire intellectuel le prolétariat d'hier, évanoui dans les limbes de l'histoire. L'islam se substitue au communisme. Ces intellectuels font preuve vis-à-vis de cette idéologie d'un aveuglement et d'une complaisance déléterés pour l'intelligence.

L'aveuglement pouvait arguer, dans le cas du communisme, d'une excuse : le communisme constituait un projet d'émancipation et de bonheur pour toute l'humanité. De là, il ressort que le communisme est planté au cœur de la modernité même, qu'il est l'illusion du monde moderne par excellence dans la mesure où, dans le sillage de Jean-François Lyotard, on consent à définir la modernité par la passion de l'émancipation.

Cette excuse disparaît dans le cas de l'islamophilie : aucune idéologie n'est plus rétrograde que l'islam, et, par rapport au capitalisme dont les Twin Towers, dans leur majestueuse beauté figuraient le symbole, la religion musulmane est une régression rebarrisant. Le destin des Bouddhas géants d'Afghanistan et celui des Twin Towers de New York s'est révélé semblable : statues et tours étaient les icônes de l'altérité, insupportable à l'islam.

Les Twin Towers étaient de véritables tours de Babel : l'altérité y foisonnait, s'y mélangeant avec la prospérité et le bonheur. Des humains de toutes les cultures et de tous les niveaux socio-culturels y travaillaient et s'y rencontraient. C'est ce symbole du méliage des

altérités, l'inacceptable différence de ces nouvelles tours de Babel qu'il a fait, pour les islamistes, mettre à bas.

On peut se vouloir classé à gauche et méconnaître la leçon de Marx sur la religion comme idéologie liée par essence à l'oppression. Des centaines de millions d'hommes et de femmes, d'enfants, dans les pays musulmans, sont effectivement sous le joug de l'oppression. Leur vie est, en premier

Perdu

le prolétariat ?

Qu'à Cléo ne plaise !

Un remplaçant

lui a été trouvé :

l'opprimé

du tiers-monde,

de préférence

musulman

lieu, écrasée par l'islam. Du dehors, par le biais des structures sociales et politiques souvent ancestrales. Du dedans, par le biais de la colonisation de l'imaginaire et de la paralysie de l'intelligence que cette religion installe au plus intime de chaque croyant.

Nos bonnes âmes intellectuelles et pétitionnaires, se refusant à voir cette radicale oppression-là, vont jusqu'à croire que l'extension de cet imaginaire islamique et l'explosion de la puissance de ressentiment avec laquelle il est couplé sont d'essence émancipatrice.

Les stoïciens nous ont légué, parmi les biens-faits, une logique des préférences. Est préférable, selon Zénon et Chrysippe, ce qui apporte le plus de bien, de beauté et de progrès. Dans la vie politique, qui doit banir l'Absolu, cette matrice du totalitarisme, il s'agit à chaque instant de déterminer des préférences : le capitalisme, parce qu'il permet le développement de la liberté, parce qu'il a créé aussi de la richesse et de la beauté, est préférable à l'islam, tout comme la symbolique des Twin Towers est préférable aux discours proférés dans les mosquées.

Le capitalisme, comme Braudel l'a mis en relief, fait surgir des êtres de civilisation qui permettent un plus grand épanouissement de la liberté (en particulier de la liberté de penser, d'écrire, de publier, de diffuser) et qui offrent de plus riches possibilités de vivre que tous les autres systèmes bâtis jusqu'ici par les hommes.

La logique des préférences a mauvaise presse auprès des intellectuels, spontanément portés au flirt avec l'Absolu. Les préférences sont, le plus souvent, confondues avec le fœdus politique. Pourtant, c'est bien cette propension à adorer l'Absolu – par exemple : la paix – qui a rendu pacifistes beaucoup d'intellectuels d'entre les deux guerres, les transformant d'abord en munichois puis en pétaïnistes. Le défrètement révolutionnaire en 1938 disait, aussi bien à la CGT qu'au PCF : plutôt Hitler que la guerre.

Pour expliquer son engagement dans la résistance, Jean Cavailles disait préférer Paris-Sor à Vichy-Beaumont. La critique justifiée du capitalisme s'égare, s'éloignant de cette humanisante logique des préférences, si elle nous pousse à opter pour pire que lui.

Le surréalisme et la démoralisation de l'Occident

par Jean Clair

EN ces temps où de grandes expositions, à Londres et bientôt à Paris, célèbrent le surréalisme, il vaut la peine de s'attarder sur les curieux atlas du monde qu'en 1929 les disciples de Breton avaient publié dans la revue *Variétés*. La méthode de projection utilisée n'obéissait pas à des paramètres géographiques : chaque pays (s'y voyait représenté en fonction de l'importance que le surréalisme lui accordait dans la genèse de ses idées. Deux « corrections » sont frappantes : les États-Unis ont disparu, englobés sous une frontière qui coude directement le Mexique au Canada. Et un petit pays ou couvre un espace démesuré : l'Afghanistan...

Coincidence ? Non. L'idéologie surréaliste n'avait cessé de souhaiter la mort d'une Amérique à ses yeux matérialiste et stérile et le triomphe d'un Orient dépositaire des valeurs de l'esprit.

Extra-lucide comme elle se plaisait à croire qu'elle l'était, l'intelligentsia française est ainsi allée très tôt et très loin dans la préfiguration de ce qui s'est passé le 11 septembre. Les textes sont là pour souligner, entre 1924 et 1930, cette imagination destructrice. Aragon en 1925 : « *Nous n'irons cette civilisation qui vous est chère... Monde occidental tu es condamné à mort. Nous sommes les défilés de l'Europe... Voyez comme cette terre est sèche et bonne pour tous les incendies.* » Ne manque pas même à la péroration sa dimension oraculaire, ou plutôt « pythique » comme aurait dit Breton, si fieru d'occultisme : « *Que les trafiquants de drogue se jettent sur nos pays terrifiés. Que l'Amérique ou bien croule de ses buildings blancs.* » (*La Révolution surréaliste*, n° 4, 1925).

Le rêve d'Aragon s'est réalisé. Nous y sommes. L'outrance n'était pas seulement verbale. Si l'acte surréaliste le plus simple, comme on sait, c'était descendre dans la rue et tirer sur le premier venu, cette folle meurtrière n'aurait pas dédaigné, si

Jean Clair

Conservateur général du patrimoine, Jean Clair, solivante et un ans, est directeur de l'Institut de la culture depuis 1989. Historien, critique d'art, il a publié de nombreux essais, dont plusieurs aux confins de l'histoire de l'art, de la psychanalyse et de la médecine.

les appuis politiques lui avaient été fournis, de s'en prendre à un Occident tout entier voué à l'exécution. Le gentil Robert Desnos lui-même voyait dans l'Asie « la citadelle de tous les espoirs », appelait de ses vœux les barbares capables seuls de marcher sur les traces des « archanges d'Attila ».

La lutte se terminera par la victoire d'un Orient en qui les surréalistes voient « le grand réservoir des forces sauvages », la patrie éternelle des grands destructeurs, des ennemis éternels de l'art, de la culture, ces petites manifestations ridicules des Occidentaux.

Au nom d'un « mysticisme » confus et d'une « fureur » sans frein – pour reprendre les termes qui reviennent dans leurs écrits – c'est bien à une attaque en règle contre la logique, contre la raison, contre les Lumières que se livrent, au milieu des années 1920, derniers héritiers du romantisme noir, les jeunes surréalistes. Ce qu'ils veulent, c'est la destruction radicale de tout ce qui a donné à l'Occident sa suprématie.

Bien sûr, pareils appels au meurtre furent des lieux communs de toutes les avant-gardes. Marinetti a servi de modèle rhétorique à Mussolini, et le futurisme, en manipulant avec brio les instruments de la propagande de masse, cinéma, mises en scène, décorum, manifestations de rue, devait fournir les clés d'une esthétisation de la politique qui aurait sur la foule une fascination dont le nazisme saurait tirer parti. Troski, fin connaisseur, dans *Littéra-*

ture et Révolution, fut le premier à reconnaître en 1924 que, populaire auprès des masses italiennes, le futurisme avait ouvert la voie du fascisme.

A l'autre bord, on commence de reconnaître, serait-ce à regret, que, disciples de Marinetti, les représentants de l'avant-garde soviétique, comme Ossip Brik et les « Kom-Fut » (futuristes-communistes), dans leurs appels à l'élimination des bourgeois, des vieux (« dont les crânes feront des cendriers »), des faibles, ou encore, comme Maïakovski dans son poème 150 000 000, par l'éloge de « la baïonnette (du) *browning* et (de) la bombe » avaient eux aussi préparé les esprits à accepter les massacres de masse commis par la Tchêka et par le Guepou.

Les mots sont responsables : il leur est répondu. Les paroles de haine des avant-gardes ont préparé la haine des individus. Feuilletons les écrits surréalistes : le ton orduerie, et les injures – « goujat », « cuistre », « canaille », « vieille pourriture », « étron intellectuel », « couenne faisandée » – adressées aux ennemis, aux écrivains bourgeois, aux traitres, aux renégats, tels qu'on les trouve dans le *Traité du style* ou dans les lettres ouvertes, ne sont pas différents de ceux qu'on trouve dans les tracts de ceux qu'on trouvait dans ou qu'on trouverait bientôt adressés aux « chiens errants » dans les procès de Moscou. Ils signent une époque.

Appel au meurtre, à la destruction, exaltation de la déraison et du romantisme noir, fascination des pulsions primitives des races demeurent purs du côté de l'Orient, antisémitisme : les manifestes surréalistes disent peu si l'on prend la peine de les lire froidement, des propos extrémistes tenus par les poussa-ocure du temps, de gauche et de droite.

Paroles en l'air, dira-t-on, dans lesquelles il faut faire la part de la provocation dadaïste. Je ne crois pas. C'est oublier que la compromission des surréalistes avec le communisme sera plus durable que celle des

intellectuels de droite avec le fascisme. Dès 1933, Stefan George et Heidegger tournent le dos au national-socialisme, Jung et Goethe-Bern s'enfoncent dans l'émigration intérieure. Il faudra attendre fin 1935 pour voir Breton rompre avec le stalinisme. Et que dire alors d'Eluard et d'Aragon ?

On ne peut s'empêcher de penser que, contrairement aux autres avant-gardes, les surréalistes continuent de jouir d'une étrange indulgence. Aujourd'hui encore, ils passent pour les parangons d'un idéal libertaire qui, péle-mêle, aurait conduit la jeunesse à la libération sexuelle, au merveilleux de la création automatique et spontanée – l'art fait pour tous et par tous –, à la réconciliation du rêve et de l'action, et autres fredons de la pensée unique.

Il y a une autre raison à cette

Deux motifs, à cet égard, hantent l'imagerie futuriste. L'un est le gracieux et l'autre l'aviation. Ils sont présents chez Filia et Prampolini comme chez Lisitzky et Malevitch, côte à côte, emblèmes simultanés de la gloire du monde technique. Les surréalistes sont les premiers à les imaginer l'un contre l'autre, préfigurant ce que les terroristes accompliront.

En fait, les surréalistes, essentils été plus cultivés, n'auraient pas mis Freud en exergue, qui les méprisait en retour, ne voyant en eux que de dangereux axés, mais Heidegger, le penseur critique de la technique et le maître du recours aux forces. C'est de ce côté-là, du côté encore une fois du romantisme que se trouvent les sources du « merveilleux » surréaliste et de sa fascination pour l'Orient et ses mille et une nuits.

L'idéologie surréaliste n'avait cessé de souhaiter la mort d'une Amérique à ses yeux matérialiste et stérile et le triomphe d'un Orient dépositaire des valeurs de l'esprit

impunité. Le surréalisme se distingue radicalement des autres avant-gardes en cela que, n'ayant pas cru au paradigme du progrès, il est devenu furieusement « tendance ». Le monde moderne n'est pas son fait. La machine, la vitesse, l'énergie – tout ce qui fascine les futuristes, les constructivistes, les puristes et tous les autres « listes » – les surréalistes y sont indifférents. Leur domaine, c'est la nature, la folie, la nuit, l'inconscient, le primitif, l'originale. C'est la volute moderne, simple, non l'orthogonalisme de Mondrian ou de Rodchenko. C'est un mouvement en fait de régression et d'archaïsme. La ville, oui, à condition qu'elle s'enregistre, le nouveau, oui, à condition qu'il soit cherché à l'intérieur de soi et non dans l'extérieur de la maîtrise du monde. Etc.

Il en résulte que la fascination des surréalistes ne s'est jamais éteinte dans le petit milieu de l'intelligentsia parisienne de mai 1968 au maïsisme des années 1970. De l'admiration de Michel Foucault pour « l'ermite de Neauphle-le-Château » et pour la « révolution » iranienne à... Jean Baudrillard et à son trouble devant les talibans, trois générations d'intellectuels ont été élevés au lait surréaliste. De la notre silence et notre embarras.

Nous avons tous appris à lire chez Eluard et chez Aragon. Comment leur nos pères ? Héritiers du surréalisme, comment le condamner ? Nous restons donc sans voix quand nous voyons prendre corps sous nos yeux – et de quelle horrible façon ! – les textes que nous avons vénétrés dans notre adolescence.

des plaies mal refermées



Dieu, que ces guerres sont saintes !

par Daniel Bensaïd et Willy Pelletier

Le nouveau siècle a peut-être vraiment commencé le 11 septembre. Mais, contrairement à Jean Baudrillard, qui voit dans les attentats du 11 un « événement absolu » (*Le Monde* du 3 novembre), Balzac affirme dans *César Bروتeau* que « les événements ne sont jamais absolus ». L'événement absolu, c'est le miracle. Il n'appartient pas à l'histoire, mais à la théologie. L'événement selon Baudrillard est bel et bien miraculeux qui « défie toute forme d'interprétation ». Dans un monde prosaïque et profane, l'événement a un avant et un après. Il s'inscrit dans une trame de conditions et de circonstances logiques.

La déraison même a ses raisons. Ce serait se rassurer à bon compte que s'octroyer le monopole de l'intelligence, en excluant Ben Laden ou Al-Qaïda de la rationalité (comme le fait Jean-François Revel) ou en les faisant entrer dans le cercle maudit de la « folie furieuse » (comme le fait Chirac). Comprendre n'est pas justifier. Il s'écrit ces temps-ci beaucoup d'âneries. L'effort consenti pour les comprendre n'implique en rien de les justifier.

La violence d'un monde que Bush senior promettait, il y a dix ans à peine, réconcilié, apaisé et bien ordonné ne naît pas du cerveau de Ben Laden ou de quiconque. Elle pousse et prolifère sur l'ingélicité et l'injustice dont, année après année, les rapports de l'ONU sur l'Indice de développement humain démontrent qu'elles ne cessent de s'accroître, non seulement entre pays du Nord et du Sud, mais au sein des pays dits riches et entre les sexes. L'opulence des uns a pour contrepartie l'exploitation et l'oppression des autres. On ne fera pas reculer la violence sans s'attaquer à ses racines. Il n'y a pas en la matière de raccourci magique.

Nos gazettes et nos antennes sont pleines de considérations savantes sur la crise de l'ordre westphalien et sur le déclin des Etats nationaux comme forme dominante de la politique moderne. Ce diagnostic hébe souvent par extrapolation hâtive

Daniel Bensaïd

Enseignant à l'université Paris-VIII, Daniel Bensaïd est philosophe. Il est dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) dont il est considéré comme le théoricien. Il est signataire de l'Appel dit des 113 contre « la croisade impériale ».

Mais s'il vaut pour les vieux Etats-nations européens, il vaut a fortiori pour les Etats tardifs et fragiles issus de la décolonisation qui n'ont eu ni le temps ni les moyens d'unifier des peuples, de consolider un espace public, de donner consistance à une société civile. Estropiés à la naissance par une insertion dépendante dans le marché mondial et percés de plein fouet par la mondialisation marchande, ils sont voués à une crise convulsive dont on entrevoit deux issues effrayantes possibles : ou bien la chute dans une quête généalogique des origines, avec pour résultat l'ethnisation de la politique et les fantasmes purificateurs ; ou bien la fuite en avant dans des espaces géopolitiques élargis dans lesquels la communauté confessionnelle console des légitimités nationales introuvables.

Dans des régions du monde où les frontières résultent dans une large mesure des occupations et des partages coloniaux, la « communauté des croyants » rassemblée par une foi transnationale donne une réplique inquiétante mais point illogique à la construction de « l'Europe-puissance » dont se gargarisent nos gouvernants, ou au grand marché des Amériques sous hégémonie des Etats-Unis.

Le fondamentalisme islamique n'a pas le monopole de cette (re)colonisation de la politique. La provocation d'Ariel Sharon sur l'éplané des Mosquées paraît délibérément sur cette dynamique : il préfigure à l'évidence l'affrontement religieux entre l'Etat juif et le fondamen-

talisme islamique au conflit politique avec un mouvement palestinien laïque sur les droits sociaux et politiques égaux pour tous les citoyens de la région. Ces turbulences politiques et territoriales sont partie prenante du nouveau partage du monde requis par la mondialisation impériale.

L'affaiblissement des Etats-nations et la négation des souverainetés populaires ont pour corollaire inévitable la remise en question de la définition weberienne de l'Etat en tant que monopole de la violence organisée. Il serait illusoire de croire qu'une circulation sans frontières des capitaux et des marchandises pourrait aller sans une circulation sans frontières de la violence et sans une dissémination de ses acteurs non étatiques. Et tout aussi illusoire d'imaginer que la privatisation généralisée de la production, des services, de l'information, du droit, du vivant, du savoir, de l'espace, puisse pas aboutir aussi à une privatisation de l'exercice de la violence, d'autant que les techniques de l'armement s'y prêtent.

L'escalade militaire, policière et sécuritaire de la part des puissances dominantes apparaît alors comme la contrepartie nécessaire du libéralisme marchand. Les projets ahurissants en cours de discussion au Parlement européen et le néo-keynésianisme militaire américain en sont la preuve flagrante : comme l'écrit Ulrich Beck (*Le Monde* du 10 novembre), le libéralisme conquérant bascule à son tour dans le passé des illusions. Damage que feu François Furet ne soit plus là pour le voir.

La crise des Etats-nations va de pair avec une déstabilisation des catégories autour desquelles s'organise la pensée politique depuis les révolutions des Lumières : celles de souveraineté, de peuple, de représentation, de frontières, de citoyen, d'étranger. Les débats récurrents sur les sexes-papiers, la crise du politique, les apories démocratiques de la construction européenne en sont l'illustration quotidienne.

Willy Pelletier

Sociologue (université de Picardie), Willy Pelletier est le coauteur de la note de la Fondation Copernic « Medef : la refondation antisociale ».

Dans les conflits récents, les buts de guerre paraissent de plus en plus flous, si ce n'est indéfinissables : capturer Ben Laden, renverser le régime taliban, imposer un nouvel ordre impérial en Asie centrale ou contrôler durablement les routes du pétrole ? Dans son discours du 20 septembre, George W. Bush a répondu qu'il s'agissait ni plus ni moins que d'éradiquer le terrorisme.

Dès lors, le nom initial de l'opération, « Justice sans limites », n'apparaît plus comme un malencontreux lapsus. Contre un ennemi insaisissable et protéiforme, dont la misère du monde ne cesse de reconstituer les forces, la guerre serait en effet illimitée : « Notre guerre contre le terrorisme commence par Al-Qaïda, précipite Bush junior, mais elle ne se termine pas là. Elle ne se terminera que lorsque chaque groupe terroriste capable de frapper à l'échelle mondiale aura été repéré, arrêté, et vaincu. » A la Saint-Glinglin, où lorsque les poules aurent des dents.

Dans cette guerre sans limites, la proportion entre les fins et les moyens n'a plus de sens. Au nom de la pureté des fins (la « guerre éthique » chère à Tony Blair !), tous les moyens sont bons. Le discours de Bush l'annonçait sans détour : cette guerre « pourra comprendre des frappes spectaculaires diffusées à la télévision », mais aussi « des opérations secrètes, secrètes jusque dans leurs succès ». Dans cette guerre de l'ombre sans témoins, tous les coups seront donc permis. Passant de la « mondialisation heureuse » à la béatitude atomique, Alain Minc (*Le Monde* du 7 novembre) propose la logique jusqu'au bout en approuvant

résolument le bombardement de Hiroshima.

Etant donnée la disproportion des forces et des moyens, la sainte alliance impériale remporte des victoires militaires, mais au prix de quelles bombes politiques à retardement ? A quelle échelle temporelle se mesurent les victoires et les défaites dans l'histoire ? En réalité, la terreur aérienne, aveugle aux populations civiles, est parfaitement ajustée à la guerre illimitée sans objectifs déclarés. Qui veut cette guerre veut son engrenage. La doctrine militaire américaine officielle de la « guerre asymétrique » s'inscrit dans cette logique où le droit international est dissous dans la morale du plus fort, où la guerre n'est plus vraiment la guerre, mais une croisade (ce lapsus non n'était pas gratuit) séculière de la civilisation contre la barbarie, une simple descente de police internationale pour châtier des délinquants. C'est pourquoi les gouvernements engagés dans ces opérations punitives se dispensent désormais de débats et de votes parlementaires : pas de guerre, pas de déclaration de guerre, pas de crimes de guerre ! Ni vu ni connu !

La notion de terrorisme au singulier recèle bien des incertitudes et des approximations. Pour les autorités d'occupation allemande, les fusillés de l'Affiche rouge furent des terroristes. Pour les autorités britanniques en Palestine, Begin et Shamir furent des terroristes. Pour les gouvernements français, les combattants de l'indépendance algérienne furent des terroristes. Pour Milosevic, ce furent les combattants albanais et, pour Poutine, les combattants tchéchènes.

S'il faut une définition, celle qui figure dans les manuels militaires de l'armée américaine n'est pas la plus mauvaise. Le terrorisme y est officiellement défini comme « l'usage calculé de la violence contre des civils à des fins d'intimidation et de coercition pour atteindre des objectifs politiques, religieux, idéologiques, ou autres ». En toute rigueur, cette définition s'applique parfaitement à la guerre coloniale menée par l'impérialisme français en Algérie, aux interventions américaines occultes en Amérique latine, à la guerre « de basse intensité » en Amérique centrale (malgré la condamnation formelle du tribunal de La Haye). Elle ne justifie en rien les crimes du 11 septembre, mais elle révèle la symétrie cachée de la guerre asymétrique. Si nous condamnons ces attentats, ce n'est pas seulement pour des raisons dites morales, mais pour des raisons indissociablement morales et politiques. L'un ne va pas sans l'autre, contrairement à ce que veut croire Monique Canto-Sperber (*Le Monde* du 4 octobre) qui fait de Ben Laden un fils spirituel de Saint-Just et de Trotski. Ce dernier a-t-il fourni « la justification du terrorisme » en soutenant « le caractère absolu de la fin poursuivie et l'indifférence aux moyens » ? Trotski demandait au contraire : « La fin qui justifie les moyens suscite aussitôt la question : et qu'est-ce qui justifie la fin ? » Car, « dans la vie pratique comme dans le mouvement historique, la fin et les moyens changent sans cesse de place ».

Noriga, Pol Pot, Ben Laden, les talibans furent hier les créatures et les moyens de la politique impériale. Ils sont devenus, par un renversement dialectique exemplaire, les fins de la guerre illimitée contre le terrorisme, avant de redevenir, s'ils ne sont pas trop usés par ce jeu de tourniquet, les moyens de nouvelles fins ! Il n'est pas étonnant que cette morale à géométrie variable ait besoin d'appeler en renfort les certitudes d'une morale éternelle dont Trotski soulignait avec perspicacité qu'elle « ne peut se passer de Dieu » : « Nous savons que Dieu n'est pas neutre », déclare en effet George W. Bush.

Les attentats du 11 septembre n'ont rien d'un fait d'armes anti-impérialiste. Ils n'augmentent pas la confiance des peuples en leur propre force émancipatrice. Ils ne font pas avancer d'un pouce la cause des femmes afghanes, bien au contraire. Ils dressent des opprimés (les un(es) contre les autres). Ils favorisent la grande coalition impériale qui laisse les mains libres à Poutine en Tchétchénie et aux bureaucraties chinoises contre leurs opposants. Ils facilitent le chantage au terrorisme des dirigeants israéliens et renforcent la pression sur la résistance palestinienne pour l'acculer à de nouvelles concessions. Ils introduisent des germes de division dans le mouvement contre

la mondialisation capitaliste en plein essor depuis Seattle, Porto Alegre, Gênes. Ils donnent prétexte à un renforcement des dispositifs liberticides et à la relance (annoncée bien avant le 11 septembre) de la course aux armements.

Le fondamentalisme religieux n'est pas la forme enfin trouvée de l'émancipation sociale, et Ben Laden ou le mollah Omar ne sont en rien ses nouveaux champions. Après les désillusions et les défaites du XX^e siècle, ils incarneraient plutôt un « anti-impérialisme des imbéciles », tout comme l'antisémitisme a pu constituer naguère le « socialisme des imbéciles ».

Mais, pour échapper à l'engrenage de la croisade séculière et du djihad, il ne suffit pas d'administrer aux damnés de la terre des leçons de morale. Quelle espérance d'avenir peuvent nourrir des populations condamnées à végéter dans des camps ou à survivre dans des ruines ? Pourquoi n'iraient-elles pas chercher au ciel le salut qu'elles n'attendent plus sur terre ? Peut-on recommander aux millions de réfugiés afghans ou palestiniens de construire leurs syndicats et d'être sagement leurs députés comme s'ils vivaient dans une société décente et policée ?

Pour combattre cette désespérance à la racine, il faut certes s'attaquer, ainsi qu'en convient le récent Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, à la pauvreté, aux inégalités, à la dette du tiers-monde, aux crimes sociaux de l'ordre mondial. Ce sera long, sans doute. En revanche, certaines réponses politiques peuvent être rapides. Et d'abord réparer l'injustice faite aux Palestiniens.

Il serait illusoire de croire qu'une circulation sans frontières des capitaux et des marchandises pourrait aller sans une circulation sans frontières de la violence et sans une dissémination de ses acteurs non étatiques

La crise internationale ne se réduit certes pas à la question palestinienne, mais elle en constitue une pièce maîtresse, de même que la levée de l'embargo sur l'Irak. C'est d'ailleurs ce que reconnaissent malgré eux les intellectuels des *Temps modernes* quand ils focalisent toute l'attention sur la question israélienne.

Quant aux crimes, comme le disent les manifestants antigerme américains, c'est affaire de justice internationale, non de vengeance. Encore faudrait-il que cette justice ne soit pas à sens unique et que les Etats-Unis, qui devraient rendre compte de bien des crimes de guerre, y soient également soumis. Célébrant la « supériorité absolue de la démocratie », Alain Minc n'est que berlusconien, bien qu'il s'en défende, de Berlusconi et de « choc des civilisations ». Cette démocratie sans adjectifs est tout aussi abstraite que le terrorisme au singulier de Baudrillard. Il y a, dans l'histoire, des formes et des métamorphoses démocratiques. La démocratie grecque est l'esclavage comme condition et comme part maudite. Les démocrates occidentaux ont le colonialisme, le pillage et la domination des peuples parasites.

Ni Trotski, ni Rosa Luxemburg, ni Guevara n'auraient pu concevoir les attentats criminels du 11 septembre, car la logique de la lutte des classes brise les paniques identitaires et les appartenances grégaires. Elle défait les réflexes de clochers et de chapelles. Elle interdit tout acte prenant aveuglément pour cible d'autres opprimés. A vouloir nier ou refouler la lutte des classes, on a la guerre des ethnies et des religions, les guerres saintes et le choc des barbaries.

La solution alternative est du côté du nouvel internationalisme profane des résistances à la mondialisation marchande. C'est une voie étroite. Il n'y en a pas d'autre.

Société-monde contre terreur-monde

par Edgar Morin

Shakespeare est l'un des nombreux auteurs invoqués par Edgar Morin dans son dernier livre, *L'humanité de l'humanité* : « Nous sommes de l'étoffe dont sont faits les rêves ». Après plus d'un demi-siècle de brassage incessant des connaissances, ce penseur foisonnant évoque ici les conditions propres à nous éviter de devenir de l'étoffe dont sont faits les cauchemars

« Le contraire de la violence n'est pas la douceur c'est la pensée »
(Etienne Baublieu, auteur romand)

UNE question de vocabulaire, tout d'abord. **Terrorisme.** La notion de terrorisme est valable pour l'Internationale djihadiste Al-Qaïda qui agit par attentats et meurtres de masse sur des populations civiles, mais elle est fort réductrice quand elle s'applique aux formes violentes de résistances nationales privées de moyens démocratiques pour s'exprimer. Ainsi le terme utilisé par les nazis pour les résistants européens fut-il réducteur, comme appliqué par Poutine à la résistance tchèque, qui comporte évidemment une branche terroriste, mais ne peut s'y ramener. La violence d'Etat qui frappe un peuple en même temps que ceux qui lui résistent est elle-même une violence de terreur.

Al-Qaïda constitue un stade nouveau du terrorisme. La mondialisation techno-économique a permis une mondialisation terroriste, se transformant dans et par cette mondialisation en menace mondiale.

Islamiste. Le terme islamiste est riche de malentendus. Désignant en principe tout croyant en l'islam, il est devenu, pour bien des Occidentaux, synonyme de fanatisme. Trop proche d'islamique (notion qui désigne ce qui relève de l'islam), il risque de se contaminer en fanatisme et terrorisme. De fait, l'islamisme, quand il comporte le retour au Coran et l'application de la charia, comporte un rejet de la civilisation occidentale, y compris le libéralisme politique et la démocratie. Mais il n'implique pas de lui-même guerre sainte et terrorisme, bien qu'on puisse glisser de l'islamisme au djihadisme. Une contamination analogique affecte le terme de fondamentaliste (qui n'est pas en lui-même agressif).

Quant à l'Internationale djihadiste d'Al-Qaïda, il s'agit d'une déviance religieuse hallucinée à laquelle on ne saurait réduire l'islam. Mais le mot islamiste, tel qu'il est usuellement employé dans les médias occidentaux, réduit tout islamique à un islamiste et tout islamiste à un terroriste potentiel, ce qui empêche de percevoir le visage complexe de l'islam.

Toute erreur de pensée conduit à des erreurs d'action qui peuvent aggraver les périls que l'on veut combattre. Il faut penser dans leur complexité non seulement l'islam mais aussi les Etats-Unis, Israël, la mondialisation elle-même, en reconnaissant les contradictions incluses dans chacun des termes.

Les Etats-Unis sont la plus ancienne démocratie du globe, ils constituent une société ouverte et par ce trait désormais vulnérable. Ils ont sauvé l'Europe occidentale du nazisme, ils l'ont protégée de l'URSS qui était loin d'être un tigre en papier. Ils ont secouru des peuples islamiques en Bosnie et au Kosovo. Les Etats-Unis ne sont pas responsables de la guerre meurtrière Irak-Iran, de la terreur en Algérie, de tous les conflits interarabes. Leur culture ne se réduit pas au

Edgar Morin

Né en 1921, Edgar Morin est sociologue. Cherchant à articuler des éléments tirés d'un grand nombre de disciplines, il est considéré comme le penseur de la complexité. Il vient de publier (Seuil) le cinquième et avant-dernier tome de *La Méthode*, son œuvre maîtresse, en chantier depuis 1977.

McDo ni au Coca-Cola, mais elle s'est montrée créatrice dans la science, la littérature, le film, le jazz, le rock, et l'Amérique s'européanise autant que l'Europe s'américanise.

Mais ils constituent une puissance impériale dominatrice par l'armement et par l'économie. Leur démocratie ne les empêche nullement de soutenir des dictatures quand leur intérêt le commande. Leur humanisme comporte une tache aveugle d'inhumanité : ils ont pratiqué des bombardements de terreur sur les villes allemandes, puis les hécatombes de Hiroshima et Nagasaki. Les bombardements continus de l'Afghanistan révèlent un autre terrorisme frappant des populations civiles victimes, non seulement de bombes ou de missiles lancés de trop haut et de trop loin, mais de la peur et de la famine qui les contraignent à l'exode. Sensibles à la souffrance des 5 000 victimes du World Trade Center, ils sont insensibles aux désastres humains que leurs bombardements infligent aux populations afghanes. Ils sont

S'il est vrai que la domination de l'Occident fut la pire de l'histoire humaine, il faut dire aussi que tous les constituants de l'émancipation des asservis sont nés au sein de l'Occident

incoscient de la contradiction que comporte la terreur de leurs bombardements antiterroristes.

Les deux tours orgueilleuses étaient à la fois hyper-réelles et hyper-symboliques ; elles étaient l'incarnation et le symbole de la richesse, de la puissance américaines, de son capitalisme et de sa démocratie, de sa domination et de son ouverture ; la statue de la Liberté était devenue une allégorie ancrée. Leur écroulement a creusé un trou noir incommensurable en notre vision non seulement de Manhattan mais aussi du monde. Pour certains, c'est une blessure infligée à l'impérialisme américain et au capitalisme, pour d'autres qui s'en angoissent c'est une brèche ouverte dans la démocratie et la

civilisation ; ces deux vérités antagonistes sont complémentaires.

Certes, les Etats-Unis suscitent dans le monde méprisables des aspirations, dont celles à y émigrer, ainsi que d'innombrables désirs d'entrer dans leur civilisation ; ils inspirent respect et obéissance à leurs vassaux, et le sentiment de solidarité occidentale demeure puissant en Europe. Mais en même temps la contemplation de leur richesse et prospérité, du sein du manque et du dénuement - dans ce monde misérable - suscite une immense frustration. Leur domination provoque d'innombrables humiliations, un complexe d'infériorité technique (monde Sud), un complexe de supériorité culturelle (Europe) qui l'un et l'autre éveillent l'animosité.

Le mal-développement dont ont souffert tant de nations est attribué au sur-développement économique américain. L'extrême dénuement alimentaire, médical auquel sont réduites d'immenses populations désarmées devant épidémies et sida nourrit ressentiments à l'égard des populations hyper-nourries, hypersogérées de l'Occident et surtout des Etats-Unis. Là où il y eut d'antiques et glorieuses civilisations qui se sentent aujourd'hui amoindries ou menacées, le monde américain suscite allergies, inimitiés, agressivités.

Les courages néfastes de la libéralisation du marché mondial, l'accroissement des inégalités, les crises économiques multiples aggravent les animosités. Dans les esprits où a régné ou règne encore la vulgate marxiste-léniniste, le modèle du socialisme « réel » s'est certes effondré (sans qu'il en ait jamais mesuré la portée), mais la conviction que le capitalisme et l'impérialisme américain sont le mal absolu demeure. Ils ont gardé la satanisation de l'Amérique, foyer du capitalisme et de l'impérialisme, ignorant que le communisme soviétique fit pire que le capitalisme, ignorant les vertus de la démocratie et les vices du totalitarisme, ignorant que l'impérialisme américain est moins atroce que les impérialismes passés, notamment soviétique.

Ainsi, l'ensemble des ressentiments issus des parts les plus diverses de la planète suscite une haine fantastique et parfois fantasmagique des Etats-Unis coupables de tous les maux de la planète. Maîtres du monde (ce qu'ils ne sont que partiellement), ou responsables de tous les maux du monde (ce qu'ils ne sont qu'encore plus partiellement).

Les Etats-Unis sont ainsi considérés comme le mal suprême et actuel du mal occidental, de cet Occident qui s'est déchaîné sur la planète à partir du XVI^e siècle, l'a conquise, colonisée, exploitée, et a génocidé des populations entières. Toutefois, il est encore, il est nécessaire de maintenir ensemble deux vérités opposées. S'il est vrai que la domination de l'Occident fut la pire de l'histoire humaine dans sa durée et son extension planétaire, il faut dire aussi que tous les constituants de l'émancipation des asservis sont nés et se sont développés au sein de l'Occident, et ont permis l'émancipation des colonisés

quand ceux-ci se sont emparés des valeurs humanistes ouest-européennes : droits de l'homme, droites des peuples, droites à la nation, démocratie, droits des femmes. On peut même dire que le retard d'une grande partie du monde à intégrer la démocratie, les droits humains, le respect des droits des femmes est une des causes de l'état périlleux du monde actuel.

L'islam ne saurait être lui non plus réduit à une vision unilatérale. L'histoire nous a enseigné clairement que la tolérance religieuse fut du côté de l'islam à l'égard des

La conduite de Sharon est non seulement mauvaise, elle conduit Israël au suicide à terme, même si ce suicide s'accompagne du feu d'artifice des deux cents têtes nucléaires israéliennes

chrétiens et des juifs tant en Andalousie que dans l'Empire ottoman. L'islam fit naître la plus grande civilisation du monde au temps du califat de Bagdad. Or la nostalgie du passé glorieux, au sein d'un présent infortuné, sous le poids de dictatures corrompues policières ou militaires, après l'échec du développementalisme, du socialisme, du communisme, l'absence d'espoir dans le progrès et dans un futur occidentalisé, tout cela suscite un retour aux racines religieuses de l'identité.

De plus, la formidable frustration s'intensifie en humiliation et rage devant la quotodienne humiliation et dépression endurée par les Palestiniens, l'injustice subie (deux poids deux mesures en Israël-Palestine), tout cela dans l'impuissance des Etats arabes, vassalisés ou non. Le soutien inconditionnel accordé par les Etats-Unis à Israël conduit à considérer Israël comme l'instrument de l'Amérique et à faire de l'Amérique l'instrument d'Israël, et plus largement des Juifs. Cette identification aggravée par le « staronisme » est fatale à l'Amérique comme à l'Israël.

Dans la situation actuelle, la frustration, le ressentiment, la nostalgie d'une grande civilisation passée, ressuscitent le rêve de l'Oumma, grande communauté islamique transnationale, et font d'un milliard de musulmans un vivier mondial où peuvent se recruter les djihadistes. Pour toute une jeunesse, du Maghreb au Pakistan, Ben Laden est un superman de la foi qui a décapité les tours d'un Babel qui était en même temps Sodome et Gomorre ; c'est un annonciateur de la rédemption de l'islam, de la résurrection de l'Oumma, du retour du califat. Un nouveau messianisme est né, dont on

ne peut encore mesurer le développement.

Toutefois, en sens inverse, il y a de multiples aspirations vers le meilleur de la civilisation occidentale contemporaine : les autonomies individuelles, les libertés politiques, le droit à la critique, l'émancipation de la femme. La vraie bataille se livre dans les esprits d'un grand nombre d'islamiques, dont beaucoup veulent à la fois sauvegarder leur identité, le respect de leurs traditions et l'accès à des possibilités et droits dont jouissent les Occidentaux. La victoire sera à ceux qui sauront faire la synthèse entre l'identité culturelle et la citoyenneté planétaire.

Nation réfugiée, émancipatrice de juifs mais spoliatrice de Palestiniens, menacée d'extermination à sa naissance par ses voisins arabes mais devenue militairement plus puissante qu'eux, toujours incertaine de sa survie mais opprimant le peuple palestinien de plus en plus cruellement, Israël tend à lier son existence à une domination qui exacerbe la haine arabe ; il hésite à s'engager dans la voie aléatoire qui lui permettrait une insertion au Moyen-Orient en reconnaissant un Etat palestinien dans les frontières de 1967. Au cours de l'ultime Intifada notamment, les héritiers des Juifs, qui ont subi 2 000 ans d'humiliations et de persécutions, sont devenus des persécuteurs capables de ghettoïser les Palestiniens, d'exercer la responsabilité collective sur familles et civils, bref de faire des Palestiniens des humiliés et offensés comme le furent leurs ancêtres.

La question israélo-palestinienne est devenue le cancre non seulement du Moyen-Orient, mais des relations Islam-Occident, et ses multiples séquences se répercutent rapidement sur la planète. L'intervention internationale pour garantir la naissance, l'existence et la viabilité d'un Etat palestinien est devenue d'une urgence vitale pour l'humanité.

Au cours de la dernière décennie, une société-monde à, demi, émergée ; elle a sa texture de communications (avion, téléphone, fax, Internet) déjà partout multi-ramifiée ; elle a son économie de fait mondialisée, mais où manquent les contrôles d'une société organisée ; elle a sa criminalité (mafias, notamment de la drogue et de la prostitution) ; elle a désormais son terrorisme.

Mais elle ne dispose pas d'organisation, de droit, d'instance de pouvoir et de régulation pour l'économie, la politique, la police, la biosphère. Il n'y a pas encore la conscience commune d'une citoyenneté planétaire.

La mondialisation du terrorisme constitue un stade de réalisation de la société-monde, car Al-Qaïda n'a ni centre élitique ni territoire national, il ignore les frontières, transgresse les Etats, et se ramifie sur le globe ; sa puissance financière et sa force armée sont transnationales. Elle dispose, mieux que d'un Etat, d'un centre occulte mobile et nomade. Son organisation utilise tous les réseaux déjà présents de la société-monde. Sa mondialité est parfaite. Sa guerre religieuse est une guerre civile au sein de la société-monde.

LA TRIBUNE DES LECTEURS

PACIFISME OU DÉFATISME

Les quelques hommes politiques et autres pétitionnaires qui s'opposaient aux actions ciblées et à la stratégie des alliés en Afghanistan se sont bien trompés : ils avaient prévu un enlèvement comme du temps des Soviétiques dans ce pays, et le pays est en bonne voie de libération, ils avaient prédit une guerre de religion, un conflit de civilisation entre l'islam et la chrétienté, et, les populations arabo-musulmanes sont restées relativement calmes, ils avaient envisagé une catastrophe humanitaire, et, l'on apprend que des réfugiés sont de retour dans certaines provinces, ils avaient prévu une riposte terroriste à la riposte américaine, « la riposte à la riposte », avec des attentats dans le monde entier, et rien ne s'est produit. (...)

Qu'il faille peser les éventuelles conséquences d'une intervention militaire est une chose, que l'on prenne prétexte d'improbables conséquences pour se réfugier

derrière l'inaction et le déshonneur, cela n'est pas normal. Au moment où les combattants de l'Alliance du Nord demandaient aux alliés d'intensifier leurs bombardements sur les lignes talibanes, certains hommes politiques contestaient l'intérêt de ces bombardements. Sans ces actions ciblées, le front afghan serait resté aussi immobile que depuis cinq ans, les talibans régneraient sur Kaboul et les terroristes continueraient leur entraînement sur leurs bases en Afghanistan.

André Sillam,
Noisiel (Seine-et-Marne)

LA GUERRE ET LES CIVILS

Les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis ont peut-être montré la fragilité de la distinction entre civils et militaires dans la nouvelle forme de guerre que nous vivons. Chaque citoyen, dès lors qu'il participe à la santé économique de son pays, est aussi un soldat dans la mesure où il approuve et sert

tacitement la position et la politique économique de son pays dans l'économie globale, et donc, les injustices de la globalisation (...). Les « Etats terroristes » ont compris cela, alors qu'aux yeux des « Etats victimes » d'attentats l'attaque des civils constitue une ignominie. Mais ne s'agit-il pas là d'une approximation ? (...). Le terrorisme appelle les nations riches et démocratiques leur vulnérabilité.

N'est-ce pas cela qui est terrorisant : la prise de conscience et l'expérience douloureuse de notre vulnérabilité alors que nous nous étions accoutumés à cette idée terrible : la vulnérabilité, c'est pour les autres ? Dès lors, l'éradication du terrorisme se pose comme une entreprise des forts visant à priver les faibles de la seule arme vraiment dangereuse, et malheureusement efficace, dont ils disposent. Mais n'est-ce pas les forts eux-mêmes qui les ont poussés à cette extrémité ? (...) Ne faudrait-il pas rappeler aussi que l'intégrisme religieux trouve

dans la misère économique un terreau favorable à sa prolifération ?

Mathieu Schultz,
courriel

FEMMES D'AFGHANISTAN

Ce qu'on appelle l'Alliance du Nord n'a pas de programme politique ou social, et le manque d'un tel projet fut à l'origine de l'anarchie qui a régné à Kaboul entre 1992 et 1995, avec des dizaines de milliers de victimes. L'arrivée des talibans au pouvoir a fait chuter massivement les meurtres et les viols, certes avec des méthodes punitives très sévères mais avec l'aval de la population qui cherchait d'abord et surtout la stabilité et la sécurité. (...) L'extrémisme social des talibans ne s'est jamais manifesté, ni par un encouragement au viol ni par aucune tolérance de celui-ci.

Tristement, l'Alliance du Nord, aujourd'hui encouragée à reprendre son « pou-

GUERRE ÉCLAIR, DOUTE PERSISTANT



RITA MERCEDES

Cette machine de terreur sans frontières, ramifiée dans le monde entier, nourrie d'immenses frustrations et de désespoirs, animée par une folie hallucinée, a soudain révélé un pouvoir dévastateur où la violence meurtrière d'une barbarie fanatique a pu utiliser les avancées les plus raffinées de la barbarie technique. La lutte contre Al-Qaida ne relève pas d'une guerre (toujours entre nations) mais d'une police et d'une politique. Or, en bombardant l'Afghanistan, on transforme une métaphore de guerre en réalité de guerre (Max Pagès) et on fait les victimes d'une guerre, cela au détriment d'une action adaptée à la lutte contre un ennemi planétairement ramifié, laquelle nécessite une action planétaire commune autrement plus complexe.

Livrée à elle-même, la dynamique issue du 11 septembre multiplie et aggrave les risques.

Le risque économique. L'interdépendance propre au marché mondialisé détermine une fragilité, aggravée par l'absence de vrai système de régulation; une crise généralisée, devenue envisageable, serait le bouillon de culture de nouvelles dictatures, voire de totalitarismes, comme le fut la crise de 1929. Plus largement, l'interdépendance de tout ce qui constitue l'ère planétaire fragilise le destin même de la planète.

Le risque hystérique. La menace permanente et multiforme des Etats-Unis, le déchaînement de l'antiaméricanisme ne peuvent que favoriser des surexcitations

hystériques qui exacerbent les manichéismes et satanisations réciproques.

Le cancer israélo-palestinien s'aggrave; ses métastases seront irrémédiables s'il n'y a pas solution rapide au conflit. L'onde anti-israélienne devenue à la fois antisémite et anti-américaine ressuscite les visions médiévales européennes des juifs buveurs de sang d'enfant, pollueurs des esprits et des corps (répondant le sida), œuvrant perfidement à dominer le monde.

La conduite de Sharon est non seulement mauvaise, elle conduit Israël au suicide à terme, même si ce suicide s'accompagne du feu d'artifice des deux cents tétra nucléaires israéliennes qui détruiraient une grande partie de l'humanité arabe. Les grands des Etats-Unis, des nations européennes, des Nations unies à imposer une intervention militaire internationale entre les combattants, séparant les deux territoires selon les frontières de 1967, conduirait à une catastrophe historique d'une ampleur inouïe.

Sous l'effet de l'onde de choc benladéniste, on peut envisager la décomposition en chaîne des régimes islamiques en place, au profit non de la démocratie, mais du fanatisme religieux.

Enfin le risque nucléaire, bactériologique, chimique, qui planait de façon stratospérique au-dessus de la planète est devenu visible, pressant, urgent.

Le XXI^e siècle a vu se nouer l'alliance entre deux barbaries, l'une

de destructions et massacres venus du fond des âges historiques, l'autre intérieure à notre civilisation, venue du règne anonyme et glacé de la technique, d'une pensée qui ignore tout ce qui ne relève pas du calcul et du profit. Le benladénisme constitue une nouvelle alliance entre les deux barbaries. Cela dit, il ne faut pas nous cacher qu'il y a une barbarie incluse dans notre civilisation, que celle-ci produit des forces de décomposition et de mort, et qu'à notre hyperdéveloppement scientifique et technique correspond un sous-développement mental et moral. Toutefois, cette civilisation dispose encore de deux vertus irremplaçables: laïcité et démocratie, même si cette dernière est atrophiée.

Les Etats-Unis et plus largement l'Occident oscillent entre deux voies: celle de la folie, à terme catastrophique et celle de la sagesse, difficile et aléatoire.

La voie de la folie est celle de la croisade, de la diabolisation, du manichéisme aveugle (car il y a du mal dans le bien mais aussi du bien dans le mal) et, développant l'hygiène de guerre, elle est la voie des massacres de masse de part et d'autre. Par contre la conscience des périls peut être un coup de fouet pour aller dans la voie de la sagesse. La voie de la sagesse comporte la prise de conscience capitale de l'intersolidarité humaine et de la communauté de destin planétaire. Plus que le « nous sommes tous américains », nous sommes tous enfants et citoyens de la Ter-

re, et, en même temps, des Etats-Unis devrait s'élever un « nous ne sommes pas qu'américains ».

Elle comporte la conscience que non seulement, comme le rappelait Paul Valéry, après la première guerre mondiale, les civilisations sont mortelles, mais aussi que l'humanité planétaire est mortelle. Elle comporte la conscience qu'au-

La voie de la sagesse comporte la prise de conscience capitale de l'intersolidarité humaine et de la communauté de destin planétaire

jourd'hui la seule alternative à la démocratie est la haine. Car rien d'autre que la chaîne ne peut triompher dans la destruction de la démocratie.

Elle comporte la reconnaissance de ce principe éthique minimum: on n'aura jamais un monde noble par des moyens ignobles.

Elle comporte la conscience que l'édification d'une société-monde est devenue vitale; seule une société-monde peut répondre à un terre-ur-monde. D'où la nécessité de

dépasser l'idéologie économistique qui donne au marché mondial la mission de réguler la société-monde, alors que c'est la société-monde qui doit réguler le marché mondial.

Le nouveau type de guerre nécessite un nouveau type de paix. Elle comporte la nécessité de déclarer la paix à l'islam en déclarant la guerre au terrorisme, afin de séparer radicalement les fanatismes hallucinés de l'ensemble des islamiques. Ce qui nécessite le plus rapidement possible l'établissement d'une paix équitable au Moyen-Orient.

Une politique confédérale planétaire doit se substituer à une politique impériale. Outre la Chine, l'Inde, l'Europe, l'Amérique latine, il importe que se constituent de grands ensembles confédéraux qui deviendraient les grandes provinces de la planète, notamment un grand ensemble arabo-islamique renouant en termes contemporains avec le califat.

Une politique de la civilisation est la seule riposte à la guerre des civilisations. Concrètement, un plan Marshall pour les zones de pire misère de la société-monde; entre autres une mobilisation massive de la jeunesse des pays aisés pour venir en aide sur place aux pays déshérités; une agence mondiale des médicaments et soins médicaux pour les populations incapables d'en assurer les frais.

Enfin, le nouveau type de guerre nécessite un centre mondial de lutte contre-terroriste adéquatement ramifié.

La politique américaine a commencé en zigzag entre folie et sagesse, entre guerre impériale et guerre confédérale, entre régression de conscience et prise de conscience. Après ce zigzag entre les deux voies, l'intervention massive et continue en Afghanistan va vers la mauvaise, mais la seconde demeure possible.

Le temps de répondre au défi de la complexité planétaire est venu: il faut reconnaître les ambivalences et contradictions présentes dans tous les champs et tous les camps, il faut reconnaître les relations et rétroactions entre le tout et les parties.

Nous sommes sommés de mener en chacun de nous un grand combat spirituel. L'esprit humain porte en lui les pires des maux, ceux de l'incompréhension, de l'aveuglement, de l'illusion, de la folie. Mais il porte aussi la possibilité de rationalité, de lucidité, de compréhension, de compassion.

Dans l'état barbare actuel du monde, il n'est pas de solution actuelle qui serait vraiment vertueuse.

Il faut à la fois éviter le pire et aller dans la bonne direction: vers la société-monde et la terre-patrie.

Peut-être faudra-t-il avancer encore plus vers l'abîme pour qu'il y ait un véritable sursaut de salut, pour que la société-monde s'actualise en société des nations et des cultures unies contre la mort. A condition de n'y point sombrer, la catastrophe devient l'ultime chance.

LA TRIBUNE DES LECTEURS

voir» (ou son anarchie), pourrait faire beaucoup régresser la condition des femmes si l'on s'en tient à son comportement récent et à ce qui s'est passé quand elle contrôlait Kaboul.

Ce n'est pas en proposant d'imposer brusquement les modes vestimentaires occidentales qu'on arrivera à améliorer la situation des femmes dans ce pays très peu moderne. Il faut une action d'enseignement et d'intégration de très longue haleine...

Yasser Taima, Los Altos, (Californie)

CONSTATATION

Les Américains ont demandé à Bayer de réduire drastiquement le prix des médicaments contre le charbon. (...) Si je me souviens bien, les Etats-Unis ont soutenu les grands laboratoires pharmaceutiques contre l'Afrique du Sud et le Brésil à propos de la production bon marché de

médicaments anti-sida. Une nouvelle fois, ils nous démontrent qu'une seule idéologie les anime: leur égoïsme sacré.

Robert Vernet, courriel

ISLAM ET RÉPUBLIQUE LAÏQUE

Les médias se sont donné pour mission, depuis un mois, de nous présenter l'islam comme une religion ouverte, libérale, tolérante, bref comme une religion sympa. Sans doute agissent-ils ainsi par mauvaise conscience postcoloniale et amitié pour les musulmans de France: ce sont là deux mobiles très honorables mais qui n'autorisent pas à utiliser tous les moyens, y compris ceux de la mauvaise foi, pour maintenir une vision enchantée. Ainsi, le renforcement de la pratique religieuse chez les musulmans français nous est-il présenté comme une excellente chose. Toute critique rationnelle de l'islam dit modéré est assimilée à du racisme antiarabe ou, pis, à

du racisme anti-pauvres. Quant aux 18% de jeunes musulmans français qui se font une idée positive d'Oussama ben Laden, ce sont des « tchatteurs » pleins d'humour.

L'islam doit être soumis au même régime, c'est-à-dire au même regard critique, que toutes les autres religions. (...) Notre régime de séparation (celui de 1905, dont on espère que le centenaire sera célébré avec éclat) ne vise pas à protéger les intérêts des croyants mais à mettre à égalité les croyants et les incroyants. Un des droits fondamentaux de l'homme, qui est aussi du reste une des conditions du progrès scientifique, est le droit à l'hérésie, à la dissidence et à l'incroyance (...). Dans un pays libre, aucune intimidation ne saurait valoir contre ce droit fondamental - et les autorités britanniques l'ont admirablement défendu en protégeant sans faille l'écrivain Salman Rushdie lorsque sa tête fut mise à prix, en février 1989.

Le fait que l'islam soit pratiqué en France par des populations injustement humiliées ne rend pas moins interrogeable ou critiquable la religion qui est la leur. Les musulmans sont des individus, qui doivent bénéficier de toutes les libertés individuelles, y compris celle de ne pas croire. (...) Les musulmans qui nous entourent ont très exactement les mêmes qualités et les mêmes défauts, les mêmes droits et les mêmes devoirs que les chrétiens, les juifs, les agnostiques et les athées. Ce que je n'admets pas, c'est la démission de l'intelligence face aux religions, l'intimidation discrète, l'autocensure paresseuse ou prudente. (...)

Pierre Albertini, courriel

LES COMMENTATEURS ET LA GUERRE

L'ensemble des médias nous a doctement expliqué que la stratégie militaire

des Etats-Unis était inepte, incohérente et totalement inefficace, qu'elle provoquait beaucoup de victimes civiles, qu'elle rejetait la population dans les bras des talibans.

Aujourd'hui, on découvre que cette stratégie était à la fois bien conçue et efficace, qu'elle a produit un effondrement rapide des talibans et de ses alliés et que dans la majorité des cas la population s'est soulevée et a accueilli en libérateurs l'opposition armée.

On peut alors se poser sérieusement la question de la désinformation induite par l'a priori antiaméricain qui semble guider la majorité des commentateurs. Ce traitement partisan de l'information, sous prétexte d'affirmer son indépendance d'esprit, cette façon de se faire le porte-parole de la propagande du camp réputé adverse, me semble particulièrement pervers.

Georges Spitzer, Saint-Cloud (Hauts-de-Seine)

Cette Amérique qui n'apprend rien

par Noam Chomsky

DEUX crimes monstrueux ont marqué le début du nouveau millénaire : les attentats terroristes du 11 septembre et la riposte à ces actions, qui a sans doute fait beaucoup plus de victimes innocentes. Les atrocités du 11 septembre sont partout considérées comme un événement historique, et cela est absolument vrai. Mais il faut bien comprendre en quoi.

Ces crimes représentent peut-être le plus dévastateur tribut humain instantané qui ait jamais été payé, si ce n'est en temps de guerre. Le mot « instantané » ne doit pas être négligé : c'est hélas une réalité que les crimes sont loin d'être inhabituels dans les annales de la violence qui ne relève pas de la guerre. Les suites n'en sont que d'une des innombrables illustrations.

La raison pour laquelle « le monde ne sera plus jamais le même » après le 11 septembre, pour reprendre l'expression communément utilisée aujourd'hui, est ailleurs. Les dimensions de la catastrophe qui a déjà eu lieu en Afghanistan, et ce qui peut encore arriver, ne sont que conjonctures. Mais nous savons bien sur quelles projections les décisions politiques s'appuient. Et, à partir de là, imaginer où va le monde. Or le monde suit des chemins qui ne sont pas nouveaux.

Dès avant le 11 septembre, des millions d'Afghans ne survivaient – à peine – que grâce à l'aide alimentaire internationale. Le 5 septembre, le *New York Times* révélait que Washington avait « exigé [du Pakistan] la suppression des convois transportant une grande partie des approvisionnements en nourriture et autres produits de première nécessité destinés à la population civile d'Afghanistan ».

Il n'y a pas eu de réaction, semble-t-il, aux États-Unis ou en Europe à l'annonce qu'un nombre considérable d'êtres humains allaient être livrés à la famine et à une mort lente. Dans les semaines qui ont suivi, le premier journal de la planète a informé que « la menace de frappes militaires contraignait au départ les organisations humanitaires internationales » et compromettait les programmes d'aide. « La vie là-bas ne tenait qu'à un fil, dit un humanitaire évacué. Et ce fil a été coupé ».

Le Programme alimentaire mondial de l'Organisation des Nations unies ainsi que d'autres associations ont pu effectuer quelques expéditions de nourriture début octobre, mais il a fallu suspendre les livraisons et la distribution à cause des bombardements et les reprendre que plus tard à un rythme très ralenti. Ces organisations ont condamné « sans appel » les largages aériens américains, « instruments de propagande » à peine déguisés. Le *New York Times* rapportait, sans commentaire, que le nombre des Afghans dépendant de l'aide alimentaire allait augmenter de 50 % du fait des bombardements, et représenter 7,5 millions de personnes.

Autrement dit, la civilisation occidentale établit ses plans en formant l'hypothèse qu'ils risquent de conduire au massacre de plusieurs millions de civils innocents – non pas les talibans, mais leurs victimes. Le chef de la civilisation occidentale repoussait une fois de plus avec mépris les offres de négociation des talibans et leur demandait que soit fournie une preuve crédible qui justifierait les exigences de capitulation. Son comportement a été considéré comme raisonnable et juste, peut-être même héroïque.

Le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation a plaidé auprès des États-Unis l'arrêt de bombardements qui mettent « la vie de millions de civils en danger », renouvelant l'appel au haut-commissaire chargé des droits de l'homme, Mary Robinson, qui avait mis en garde contre une catastrophe de type rwandais. Ces deux appels ont été rejetés, comme l'ont été ceux des principales associations humanitaires. Rien, ou presque, n'a été dit de cela.

L'Organisation pour l'alimentation et l'Agriculture (FAO) avait fait savoir fin septembre que plus de 7 millions d'Afghans étaient



DANIEL MAJA

Noam Chomsky

Linguiste américain de renommée mondiale, professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT), Noam Chomsky est né en 1928. Il est plus connu encore comme l'incarnation, depuis plusieurs décennies, d'une pensée critique radicale qui ne ménage ni les États-Unis ni les formes diverses de pouvoir et de domination. Viennent de paraître de lui : *11/9 Autopsie des terroristes* (Le Serpent à plumes) et un livre d'entretiens, *Deux Heures de lucidité* (les arènes).

menacés de famine si l'envoi des aides ne reprénaît pas immédiatement et si les risques d'une action militaire n'étaient pas écartés. Après le début des bombardements, la FAO a mis en garde plus sérieusement encore contre une catastrophe humanitaire, et fait savoir que les bombardements avaient interrompu les semailles qui assurent 80 % des réserves en céréales du pays, de sorte que les conséquences de la guerre seront

Dans le cas de l'Afghanistan, si une enquête est menée, tout ce qui arrive sera attribué à d'autres causes – la sécheresse, les talibans –, mais surtout pas à ceux qui consciemment et à dessein ont accompli des crimes dont ils savaient qu'ils allaient tuer en grand nombre des innocents

encore plus sévères l'an prochain. Aucune information n'a été donnée à ce sujet. Ces appels restés lettre morte se sont trouvés coincés avec la Journée mondiale de l'alimentation, également passée sous silence, de même que l'accusation du rapporteur spécial des Nations unies selon lequel les riches et les puissants avaient amplement les moyens, mais pas la volonté, de mettre fin à ce « génocide silencieux ».

Les frappes aériennes ont, selon la presse, transformé les villes en « cités fantômes », les systèmes d'alimentation en eau et en électricité ayant été détruits – une forme de guerre biologique. A 70 %, la population aurait fui Kandahar et Herat, le plus souvent pour la campagne, ou en temps ordinaire de dix à vingt personnes sont quotidiennement tuées ou estropiées par les mines terrestres. Ces chiffres ont à présent terriblement augmenté.

Les opérations de déminage par

les Nations unies ont été interrompues, et les bombes américaines qui n'ont pas explosé ajoutent au danger, en particulier les redoutables éléments dispersés par les bombes à fragmentation, beaucoup plus difficiles à éliminer. On ne connaît pas le sort de ces malheureux, on ne cherche pas même pas à le connaître, si l'on s'en réfère au passé. Les enquêtes approfondies sont réservées aux conséquences des crimes imputables à des ennemis officiels. Alors, on comptabilise comme il convient non seulement les morts immédiats mais les victimes infiniment plus grand des victimes des politiques qu'on condamne. Pour nos propres crimes, si tant est qu'il y ait enquête, les critères sont tout autres. On ne tient pas compte des conséquences.

Dans le cas de l'Afghanistan, si une enquête est menée, tout ce qui arrive sera attribué à d'autres causes – la sécheresse, les talibans –, mais surtout pas à ceux qui, consciemment et à dessein, ont accompli des crimes dont ils savaient qu'ils allaient tuer en grand nombre des innocents.

Ne s'en étonneront que ceux qui ignorent tout de l'histoire récente.

Dans le cas de l'Afghanistan, si une enquête est menée, tout ce qui arrive sera attribué à d'autres causes – la sécheresse, les talibans –, mais surtout pas à ceux qui consciemment et à dessein ont accompli des crimes dont ils savaient qu'ils allaient tuer en grand nombre des innocents

Les victimes ne sont-elles pas, en fin de compte, les « tribus non civilisées » dont parlait avec condescendance Winston Churchill à propos des Afghans et des Kurdes, voilà quatre-vingts ans, lorsqu'il voulait utiliser les gaz toxiques afin de leur inspirer une « vive terreur ». Mais, là non plus, nous ne saurons pas grand-chose des suites.

Il y a dix ans, la Grande-Bretagne prenait l'initiative d'instaurer un « gouvernement ouvert ». La première de ses actions fut de faire disparaître des archives nationales tous les dossiers relatifs à l'emploi des gaz toxiques contre les tribus non civilisées. S'il est nécessaire d'exterminer les populations indigènes, qu'il en soit ainsi, déclarait un ministre français de la guerre, annonçant que l'opération était en cours en Algérie, au milieu du XIX^e siècle. Ce ne devait pas être la dernière fois.

C'est si facile. Ce qui arrive aux Afghans aujourd'hui est classique, cela fait partie de l'histoire moder-

ne. Il est donc naturel que ces événements ne suscitent que peu d'intérêt ou d'inquiétude, ni même ne valent la peine qu'on en parle.

Les crimes du 11 septembre marquent effectivement un tournant dans l'histoire : non par leur dimension, mais par le choix de leur cible. Pour les Américains, c'est la première fois depuis que les Britanniques ont incendié Washington en 1814, que le territoire national fait l'objet d'une attaque, ou même d'une menace.

Inutile de passer en revue ce qui est advenu de ceux qui se sont opposés ou ont désobéi au cours des siècles qui ont suivi. Le nombre des victimes est considérable. Or, pour la première fois, les canons ont été pointés dans la direction opposée. La est le changement historique. C'est d'ailleurs aussi vrai, peut-être plus encore, de l'Europe. L'Europe a subi de terribles destructions, mais dans des guerres internes. Les puissances européennes, en revanche, ont conquis une grande partie du monde, pas très poliment. A quelques rares exceptions, leurs victimes de l'étranger ne les ont pas agressées. Le Congo n'a pas attaqué ou dévasté la Belgique, ni l'Indonésie les Pays-Bas, ni l'Algérie la France. La liste est longue et les crimes sont affreux. Rien d'étonnant, donc, que l'Europe ait été choquée par les atrocités du 11 septembre.

Mais si ces événements marquent un changement dans les affaires du monde, il n'en va pas de même de leurs suites. Les États-Unis et d'autres dirigeants de la planète ont souligné à juste titre qu'affronter le monstre terroriste ne serait pas de courte durée, que c'était une mission de longue haleine. Il faut donc soigneusement considérer les mesures qui peuvent être prises pour réduire ce qu'on a appelé en haut lieu « le terrible fléau du terrorisme », une calamité que propagent les « adversaires dépravés de la civilisation » dans un « retour du monde moderne à la barbarie ». Et pour cela, bien entendu, commencer par identifier cette calamité et les éléments dépravés qui renvoient le monde à la barbarie.

L'anathème n'est pas nouveau. Je citais, en effet, le président Ronald Reagan et son secrétaire d'Etat, George Shultz, l'administration Reagan est entrée en fonction il y a vingt ans en déclarant que la lutte contre le terrorisme international serait au cœur de la politique étrangère des États-Unis. Ces responsables ont répondu au fléau en organisant des campagnes de terrorisme international d'une dimension et d'une violence sans précédent, ce qui a même valu aux États-Unis une condamnation de la Cour internationale de justice pour « usage illégal de la force » et entraîné une

résolution du Conseil de sécurité appelant tous les États à observer la législation internationale. Ce à quoi les États-Unis ont mis leur veto, votant également, seuls avec Israël (et à une unique occasion avec le Salvador), contre de telles résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies.

L'injonction de la Cour internationale de justice de mettre fin au terrorisme international, et à ses crimes, et de verser de substantielles réparations, a été rejetée avec mépris par toute la classe politique ; c'est même à peine si l'on a parlé de ces votes. Washington a réagi immédiatement en intensifiant la guerre économique et terroriste. L'ordre officiel a également été donné à l'armée mercenaire de s'en prendre à des cibles non militaires, ce qu'on appelle les *soft targets* – des civils sans défense – et d'éviter le combat, comme elle a pu le faire grâce au contrôle américain du ciel et à un matériel de communication sophistiqué fourni aux forces terroristes agissant à partir de pays voisins.

Ces ordres ont été considérés comme légitimes aussi longtemps que les critères pragmatiques étaient satisfaisants. Un commentateur premier plan, Michael Kinsley, considéré comme le porte-parole de la gauche dans les discussions générales, affirmait qu'il ne suffisait pas de rejeter les justifications du département d'Etat sur les attaques terroristes de cibles civiles : une « politique sensée » doit « répondre favorablement à l'analyse coût-bénéfice ». Écrivait-il, une analyse des « quantités de sang et de malheur répandues, ainsi que des chances qu'un émerge la démocratie ». La démocratie au sens où l'entendent les élites occidentales, une interprétation que les pays de la région illustrent très clairement.

Il va de soi qu'on a le droit de conduire l'analyse et de poursuivre le projet si les tests ont été passés avec succès. Et les tests ont bien été passés avec succès. Quand le Nicaragua a finalement cédé sous l'assaut de la superpuissance, les commentateurs, toutes opinions respectables confondues, ont loué l'efficacité des méthodes adoptées pour « ruiner l'économie et mener par procuration une guerre longue et meurtrière jusqu'à ce que les populations locales épuisées renversent elles-mêmes le gouvernement dont on voulait se débarrasser », à un coût « minimal » pour nous, laissant les victimes « à leurs ponts détruits, à leurs centrales électriques saisis, à leurs fermes dévastées », ce qui a donné au candidat américain « une chance de gagner » et de mettre fin à « la pauvreté des habitants du Nicaragua » (*Time Magazine*). Nous sommes « unis

dans la joie » à ce résultat, proclamait le *New York Times*, fier de cette « victoire du *fair-play* américain », comme il le titrait.

Le monde civilisé a été de nouveau, voilà quelques semaines, « uni dans la joie » lorsque le candidat des États-Unis a effectivement remporté le scrutin après les sévères avertissements de Washington quant aux conséquences d'un échec électoral. Le *Washington Post* a expliqué que le vainqueur avait « centré sa campagne sur le rappel au peuple des difficultés économiques et militaires de l'époque sandiniste » – c'est-à-dire la guerre terroriste et l'étrangement économique organisés par les Américains, qui ont ravagé le pays.

Pendant ce temps, le président américain nous a instruits de la « seule loi universelle » : toute forme de terreur et de meurtre « représente le mal » à moins, naturellement, que nous n'en soyons les agents.

L'attitude qui prévaut en Occident à l'égard du terrorisme se révèle très clairement dans la réaction à la nomination de John Negroponte au poste d'ambassadeur des Nations unies dans la « guerre contre le terrorisme ». A l'actif de Negroponte, notons la fonction de « proconsul » qu'il occupa dans les années 1980 au Honduras, où il dirigea sur place la campagne terroriste pour laquelle son gouvernement a été condamné par la Cour internationale de justice et par le Conseil de sécurité. Aucune réaction apparente. Même Jonathan Swift serait sans voix.

Évoque le cas du Nicaragua tout simplement parce qu'il est incontesté, compte tenu du jugement des plus hautes instances internationales ; incontesté, du

En pratique, le terrorisme est la violence commise contre les États-Unis – quels qu'en soient les auteurs

moins, parmi ceux qui ont un minimum d'engagement en faveur des droits de l'homme et de la législation internationale. On peut évaluer l'importance de cette catégorie au nombre de fois où ces questions élémentaires sont ne seraient-ce mentionnées. A partir de ce seul exercice, on tirera de sombres conclusions sur l'avenir si les idéologies et les centres du pouvoir existants imposent leur loi. Le cas du Nicaragua est loin d'être l'exemple le plus extrême.

Pendant les seules années Reagan, les États terroristes financés par les États-Unis en Amérique centrale ont fait des centaines de milliers de morts, torturés et mutilés, ils ont laissé des millions d'estropiés et d'orphelins, et quatre pays en ruine. Au cours de ces mêmes années, les exactions commises dans une Afrique du Sud soutenue par l'Occident ont tué un million et demi de personnes et causé 60 milliards de dollars de dommages. Sans parler de l'Asie du Sud-Est, de l'Amérique du Sud et de beaucoup d'autres régions.

Cette décennie n'a d'ailleurs rien que la distingue des autres. C'est commettre une grave erreur d'analyse que de dire du terrorisme qu'il est une « arme du pauvre » comme on le fait souvent.

En pratique, le terrorisme est la violence commise contre les États-Unis – quels qu'en soient les auteurs. On aura du mal à trouver à cela une exception dans l'histoire. Et puisque les puissants décident de ce qui fait l'histoire, ce qui passe au travers du filtre est le terrorisme des faibles contre les forts et leurs clients.

Ce texte est un extrait de la Lakdawala Memorial Lecture prononcée le 3 novembre à Delhi (Inde). Traduit de l'anglais (États-Unis) par Sylvette Gleize, © Noam Chomsky.